



SOCIAL WATCH

R A P P O R T 2 0 0 9

VERSION
ABRÉGÉE

Faire travailler les finances **D'ABORD LES GENS**

PLUS DE SOIXANTE RAPPORTS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE
DU MONDE ENTIER DÉMONTRENT QUE LA SEULE ISSUE
À L'ACTUELLE CRISE ÉCOLOGIQUE ET ECONOMIQUE
EST D'INVESTIR DANS LES GENS.

UN RAPPORT CITOYEN SUR LES PROGRÈS POUR ÉRADIQUER
LA PAUVRÉTÉ ET PARVENIR À L'ÉQUITÉ DE GENRE DANS LE MONDE

La version complète du Rapport Social Watch 2009 comprend :

Des voix qui marquent la différence

Roberto Bissio

D'abord les gens

Roberto Bissio

RAPPORTS THÉMATIQUES

Une réponse à la crise financière et économique envisagée sous l'angle des droits de l'homme

Aldo Caliarì, Center of Concern

L'égalité de genre et la crise financière

Nancy Baroni, Canadian Feminist Alliance for International Action;
Mirjana Dokmanovic, Association Technology and Society, Serbia and Women in Development Europe (WIDE);
Genoveva Tisheva, Bulgarian Gender Research Foundation and Bulgarian-European Partnership Association;
Emily Sikazwe, Women for Change

La crise mondiale et le prix des aliments

Sophia Murphy, Institute for Agriculture and Trade Policy (institut pour l'Agriculture et la Politique Commerciale)

Justice pour refroidir la planète

Isagani Serrano, PRRM, Social Watch Filipinas

Défis énergétiques pour l'Europe

Elena Trifonova, Bulgarien-European Partnership Association

Les obligations des entreprises transnationales envers les droits humains et le rôle de la société civile

Jana Silverman, Social Watch;
Álvaro Orsatti, Confédération syndicale des Travailleurs et Travailleuses des Amériques

La crise économique mondiale et les pays les moins avancés : préoccupations des citoyens

Arjun Karki, LDC Watch

La crise mondiale multiplie les défis du développement : choix de politiques dans la région arabe

Kinda Mohamadieh, Arab NGO Network for Development;
Oliver Pearce, Christian Aid

Réponse européenne à la crise économique et financière mondiale

Mirjam van Reisen, Conseillers en politique extérieure européenne (EEPA, Europe External Policy Advisors) ;
Simon Stocker et Louisa Vogiazides, Eurostep

Et les rapports nationaux :

Algérie, Allemagne, Argentine, Bahreïn, Bangladesh, Belgique, Bénin, Birmanie/Myanmar, Bolivie, Brésil, Bulgarie, Cambodge, Canada, Chili, Chypre, Costa Rica, Égypte, El Salvador, Érythrée, Espagne, États-Unis D'amérique, France, Ghana, Guatemala, Honduras, Hongrie, Inde, Iraq, Italie, Kenya, Liban, Malaisie, Malte, Maroc, Mexique, Mozambique, Népal, Nicaragua, Nigéria, Ouganda, Palestine, Paraguay, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République Centrafricaine, République de Moldavie, République Tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Sénégal, Serbie, Slovaquie, Slovaquie, Somalie, Thaïlande, Venezuela, Viet Nam, Yémen et Zambie.

LE PROGRÈS VERS LES OBJECTIFS TRACÉS

Sécurité alimentaire

Scénario fragmenté

Éducation

Les écarts se creusent

Information, sciences et technologie

L'écart le plus accéléré

Aide au développement

Toujours plus loin des engagements pris

Eau et assainissement

Le fossé se creuse

Santé

Amélioration inégale

Santé reproductive

Une question de vie ou de mort

Ratifications des conventions fondamentales de l'OIT

Ratifications des traités internationaux sur les droits de l'homme

Comment lire les tableaux de Social Watch ?

Notes méthodologiques : tableaux thématiques

Des voix qui marquent la différence

Ce rapport de Social Watch entre sous presse en septembre 2009, un an après que le Gouvernement des États-Unis ait échoué dans sa tentative de sauver Lehman Brothers de la banqueroute. L'effondrement de cette banque d'investissement global a marqué le point culminant d'une crise qui a débuté à l'épicentre des finances globalisées de Wall Street pour s'étendre rapidement aux économies de la plupart des pays du monde.

« La crise » ayant été le mot-clé de l'année, la question posée par Social Watch à son réseau d'organisations nationales de base pour composer leurs rapports nationaux était assez évidente : Quel est l'impact social et environnemental de la crise ? Que fait le Gouvernement à ce sujet ? Quelles sont les propositions de la société civile ?

Chaque coalition nationale de Social Watch a identifié en analysant la situation de son propre pays différentes façons de ressentir les effets de la crise. Ces conclusions forment le noyau de ce rapport et nous offrent la perspective des personnes qui travaillent avec ou dans les bases.

Le présent rapport n'a pas été effectué sur commande. Chaque coalition nationale de Social Watch est formée par des organisations et des mouvements qui, tout au long de l'année, travaillent au développement social. Leurs conclusions ne prétendent pas s'épuiser dans la recherche ; elles servent à attirer l'attention des autorités sur les problèmes et aident à l'élaboration de politiques plus équitables, sensibles aux problèmes relatifs au genre et apportant des bénéfices aux pauvres.

Les groupes nationaux de Social Watch ont choisi de commenter la crise en fonction des priorités spécifiques à chacun et de son ampleur, mais aussi selon leur propre définition des répercussions de la crise actuelle. Pour mener à bien ce rapport, chaque coalition nationale de Social Watch a recueilli ses propres fonds et a défini ses propres méthodes de consultation depuis ses bases pour pouvoir justifier, preuves à l'appui, ses conclusions. Ils n'ont pas hésité à critiquer si cela s'avérait nécessaire les autorités, les politiques, les élites ou les systèmes de gouvernance nationaux. L'expression d'opinions critiques aide à consolider les transitions démocratiques. Mais si ces rapports indiquent que bien des choses peuvent (et doivent) être améliorées depuis l'intérieur de chaque pays, ces conclusions signalent aussi les limitations internationales, impossibles à résoudre au niveau national.

La prise de décisions à l'échelon international est peu démocratique, à l'égard de la société civile comme de nombreux gouvernements. Les organisations de la société civile ne peuvent même pas participer, en qualité d'observateur, à la plupart des forums internationaux-clés, aux prises de décisions et dans bien des cas cette situation s'étend aux gouvernements des pays en développement, particulièrement les moins avancés. La Banque mondiale et le Fonds monétaire international, les deux principaux piliers de la gouvernance financière mondiale, sont

contrôlés par sept pays et les États-Unis ont le droit de veto dans ces deux institutions (de même que l'Union européenne si ses pays membre adoptent une position commune). En ce sens, la convocation des chefs d'État et de gouvernement du « G-20 », réunion informelle des 22 économies du nord et du sud dites d'une « importance systémique », est une avancée louable vers la reconnaissance d'une nouvelle réalité de l'économie mondiale. Ceci dit, cela reste nettement insuffisant pour deux motifs principaux : premièrement, parce que 170 pays environ sont exclus, comme ce fut le cas lors des sommets du G-20 à Washington (novembre 2008), Londres (avril 2009) et Pittsburgh (septembre 2009). Deuxièmement, parce que le G-20 n'a aucun poids institutionnel, aucun statut légal, aucune responsabilité, aucun secrétariat responsable d'assurer le suivi de ses résolutions et des règles occultes permettant de prendre une décision si les négociations à huis clos n'aboutissent pas à un accord.

Cependant, on a allégué que le G-20 a l'avantage de ne réunir qu'un petit nombre de dirigeants au sommet et d'être de ce fait capable d'obtenir des résultats significatifs, alors qu'une large assemblée, menée en toute transparence, ne conduirait qu'à des discours enflammés à usage politique et à aucun accord notoire. Or, au cours de ces douze derniers mois, l'Assemblée Générale de l'ONU, réunie à Doha en décembre 2008 et à New York en juin 2009, a réussi à obtenir un consensus du « G-192 » (nombre total des membres de l'ONU) analysant la crise plus profondément que tout autre document issu d'un accord international.

Social Watch a participé activement à toutes les assemblées convoquées par le père Miguel D'Escoto, président de la 63e Session de l'Assemblée Générale de l'ONU, et a remis ses recommandations à la commission d'experts sous la présidence de l'économiste Joseph Stiglitz chargé de conseiller l'organisme international suprême dans ses délibérations sur la crise et ses impacts sur le développement. Social Watch a organisé, avec des douzaines d'organisations locales et internationales de la société civile, « l'Assemblée populaire sur la crise », événement qui a eu lieu à New York et réunissant les victimes locales de la crise et les activistes et chercheurs du monde entier. Notre réseau a également participé activement aux tables rondes organisées pendant la « Conférence au Sommet » de juin dernier et, même si seulement certaines de nos recommandations figurent dans le document final, nous avons eu l'occasion de féliciter publiquement les négociateurs des gouvernements pour leur obtention d'un consensus qui semblait impossible.

Le moment est venu de mettre en pratique ces accords, de joindre l'action à la parole.

Le lecteur découvrira pourquoi et comment mener à bien l'entreprise dans ce Rapport 2009 de Social Watch. ■

ROBERTO BISSIO
Secrétariat International de Social Watch

D'abord les gens

Roberto Bissio

Secrétariat International de Social Watch

La déclaration de faillite de la banque d'investissements Lehman Brothers en septembre 2008 est perçue par beaucoup comme le moment du déclenchement dans le système bancaire d'une série de ralentissements qui se sont propagés comme un feu de forêt dans les bourses et sur les marchés financiers des économies les plus riches du monde. Le mot « crise » a été depuis lors au cœur de toutes les nouvelles et de tous les discours politiques. La Grande Dépression qui a secoué le monde au début des années 30 est fréquemment citée comme seul précédent connu et l'historien Eric Hobsbawm a comparé le krach de Wall Street à la chute du mur de Berlin. Suivant l'opinion de celui qui est considéré comme étant le plus grand historien du XXe siècle, « l'économie capitaliste de libre-échange dépourvue de toute espèce de restrictions ou de contrôles (...) qui a fasciné le monde et ses gouvernements depuis l'époque de Margaret Thatcher et du président Reagan (...) est en train de s'effondrer sous nos yeux » de la même façon que l'ont fait les économies planifiées centralement depuis l'état du modèle soviétique il y a 20 ans¹.

La tempête déchaînée ne s'est pas encore calmée et alors que les banques d'investissements étroitement liées au système politique des États-Unis, tels que la Goldman Sachs, ont déjà recommencé à faire des bénéfices et à récompenser leurs directeurs par des primes multimillionnaires en dollars, le chômage continue à augmenter dans la plupart des économies dites « avancées » et c'est seulement maintenant, un an après le cataclysme qui a secoué le cœur même des finances globales, que la vague du tsunami atteint les rives les plus éloignées. En Bolivie, par exemple, la coalition locale de Social Watch décrit dans sa contribution au rapport que « Le pays a vu passer un cycle de croissance globale mais a été incapable d'en tirer profit pour établir son propre rythme de développement. Maintenant que la crise globale s'aggrave, l'économie bolivienne a ressenti à peine les effets de cette croissance et la regarde déjà s'éloigner ».

Dans ce rapport de Social Watch se trouvent incluses les conclusions des organisations de la société civile dans plus de 60 pays. Il s'agit du premier rapport informel global effectué par les bases sur les impacts sociaux de la crise. Les agences de l'ONU et d'autres institutions ont fourni des estimations pré-

cieuses sur les millions d'emplois qui disparaîtront dans le monde entier, sur la pauvreté croissante et même sur la progression de la mortalité infantile imputables à l'incapacité des marchés à résoudre les problèmes qu'eux-mêmes ont créé (contrairement au credo généralisé jusqu'à l'année dernière). Mais ces estimations sont des inférences effectuées à partir d'agrégats globaux, et non pas le résultat de l'observation directe sur le terrain. L'accumulation des conclusions de pays riches et pauvres de tous les continents met en relief des similitudes frappantes ainsi qu'une variété de situations qui élargit le panorama dont on disposait jusqu'à présent et le révèle plus dramatique encore, et elle presse les décideurs de mettre en œuvre des politiques mettant les individus au premier plan. Il ne s'agit pas là seulement de justice sociale mais aussi d'une politique économique solide, comme il ressort de la brève description des rapports nationaux suivants.

Des victimes innocentes

Dans les finances capitalistes, comme au casino, plus les paris sont risqués plus les gains sont importants. Mais les paris risqués signifient aussi des pertes fréquentes. Selon cette logique, ce qui est scandaleux ce n'est pas la banqueroute de Lehman Brothers, mais la décision du président des États-Unis George W. Bush et de son Secrétaire au Trésor Hank Paulson de dépenser des milliards de dollars sur l'argent des contribuables pour sauver des banques et des compagnies d'assurances en faillite, comme la Goldman Sachs, dont Paulson était directeur exécutif avant de faire partie du Gouvernement. Lorsque Yayi Boni, président du Bénin, élu pour sa solide réputation de banquier, a eu vent de cette décision, il a remis publiquement en question l'origine des milliards de dollars des fonds de renflouement et a conclu que finalement ce sont les pauvres qui devront payer pour la crise. Le rapport de la Belgique coïncide : quand les actions des banques et des principales entreprises du pays se sont effondrées, le gouvernement est venu à la rescousse des banques et a apporté des garanties de dépôt. La crise ne fait qu'augmenter le chômage, tandis que le coût du renflouement bancaire se ressent dans l'augmentation sidérale de la dette publique, entraînant de graves répercussions pour la provision de la sécurité sociale. Au Bénin même, la vibrante coalition locale de Social Watch a découvert que, dans ses efforts pour relancer l'économie, l'État entre en concurrence avec les pauvres pour les rares matériaux de construction, et les organisations de base se mobilisent contre l'augmentation du coût de la vie.

De nombreux rapports nationaux de Social Watch apportent des données sur la façon dont les femmes ont tendance à subir tout particulièrement les effets de la crise. Selon les termes de la coalition polonaise, « la baisse des revenus familiaux » a une

répercussion plus significative « chez les femmes, ce sont elles qui, par tradition, ont la plus grosse responsabilité quant au bien-être familial (ceci est vrai en particulier dans les groupes aux revenus les plus faibles (...)) la crise amplifie le secteur « gris » (informel) de l'économie polonaise à mesure que de nombreux chefs d'entreprise, en particulier les petits, tentent de minimiser les coûts salariaux et évitent la fiscalité et autres coûts liés au travail légal. (...) le développement de l'économie grise affecte davantage les femmes que les hommes, ce sont elles qui sont embauchées pour les emplois faiblement rémunérateurs, en particulier dans le secteur des services privés (par exemple la vente au détail) ».

En France, la crise mondiale a eu un impact direct sur la population, comme dans tous les pays développés – car c'est là que la crise a commencé. Les effets les plus visibles sont l'augmentation du chômage et l'exclusion sociale, « voire les problèmes d'alimentation touchant les secteurs de la société qui jouissait, il n'y a pas longtemps, d'une situation aisée » selon le rapport français de Social Watch. De même, la stratégie de gestion de la crise du Gouvernement allemand ne comprend pas d'objectifs sociaux ou même écologiques. Ses séries de programmes de relance et de réduction d'impôts sont socialement injustes; les licenciements et le nombre croissant de travailleurs à mi-temps dévoilent le mauvais côté de la dérégulation. La pauvreté devient « massive » tant en Europe orientale qu'en Europe occidentale, informent les coalitions de Social Watch du Portugal et de Moldavie.

Dans la République tchèque, « la crise économique mondiale, qui commence maintenant à toucher le pays, est en train de diminuer encore plus le niveau de vie » à cause notamment de la hausse du chômage. La coalition tchèque de Social Watch remet en question le chiffre officiel de chômage, parce qu'il omet les 178.000 personnes considérées comme chercheuses d'emploi non actives; si l'on ajoutait ce groupe, le taux de chômage serait supérieur à 50 %. Les travailleurs étrangers, spécialement les asiatiques, sont ceux qui pâtissent le plus de la crise dans la République tchèque, mais les coalitions de Social Watch à Malte, en Slovaquie et à Chypre dénoncent elles aussi les difficultés croissantes vis-à-vis des étrangers ainsi que des cas de xénophobie.

À l'autre extrémité, depuis les Philippines, le Maroc, le Mexique, le Nicaragua et bien d'autres coins du monde parviennent des informations sur les difficultés provenant de la diminution des devises envoyées par les travailleurs à l'étranger. Dans le cas de l'Égypte « la diminution des envois de fonds de l'étranger et le retour des expatriés menacent un marché du travail incapable pour l'instant de les intégrer ». Au Salvador, « plus de 300.000 familles sont réceptrices d'argent depuis l'étranger, 26,7 % de la population ayant à charge des frais d'alimentation,

1 Voir: "Socialism has failed. Now capitalism is bankrupt. So what comes next?" [Le socialisme a échoué. Aujourd'hui, c'est le capitalisme qui est en banqueroute. Quoi d'autre après ?] par Eric Hobsbawm in *The Guardian*, 10 avril 2009. Disponible sur le site <www.guardian.co.uk>

de vêtements et de services de base ». Les flux de devises n'ont presque pas augmenté en 2008 et on estime qu'ils commenceront à diminuer en 2009.

La vitesse à laquelle les pays sont affectés par le tsunami de la crise n'est pas en rapport avec leur distance physique de Wall Street, bien entendu, mais avec la façon dont leur économie est liée aux économies de l'épicentre. Par exemple, au Mozambique, qui est un des pays les plus pauvres du monde, la Banque internationale du Mozambique (Millennium Bim) a publié un rapport dans lequel elle prévoit un ralentissement de l'économie nationale lié au fait que les pays donateurs qui financent plus de la moitié du budget national, ainsi que ceux qui effectuent des investissements étrangers directs, auront une croissance économique négative. Social Watch Mozambique signale la chute des prix de l'aluminium, du tabac, du sucre, du thé, des châtaignes et des crevettes. Les recettes des exportations s'en ressentiront, ce qui entraînera à son tour un affaiblissement des activités encourageant la relance économique et la diminution de la promotion du tourisme. La Tanzanie, dont 42 % du budget est financé par l'Aide, se trouve dans une situation analogue. Le rapport français de Social Watch montre que, en raison de la crise et de l'incapacité du pays à créer de nouvelles ressources pour l'Aide Officielle au Développement, cette aide a été rigoureusement réduite, de sorte que la France ne tiendra pas ses engagements dans ce domaine. Par contre, l'Espagne a réaffirmé son engagement de canaliser 0,7 % de son revenu national vers l'AOD pour 2012. Mais même si tous les pays donateurs tenaient leurs engagements, les objectifs s'expriment en pourcentages de l'économie et, par conséquent, les budgets de l'AOD auront tendance à diminuer en période de récession.

Dans les pays en développement, plus le lien avec l'économie globalisée est fort, plus grand est l'impact et plus il est rapide. Par exemple, l'impact a été immédiat au Mexique et au Chili, deux pays latino-américains étroitement liés à l'économie des États-Unis au travers d'accords de libre-échange et d'investissements. Le prix du cuivre, exportation principale du Chili, a culminé à plus de 4 USD la livre au milieu de l'année 2008, mais a chuté à 1,4 USD en fin d'année. Cependant, l'impact le plus notable de la crise, selon le rapport chilien de Social Watch, a été la chute subie par les fonds de pension, dont les ressources sont placées en actifs financiers au Chili et à l'étranger. Fin 2008, la valeur des épargnes prévisionnelles a essuyé une perte de 27 milliards d'USD, plus de 26 % des fonds totaux. De ce fait, le Chili est le pays latino-américain où s'est produite la plus grande perte de richesse des ménages. Malgré les nombreuses protestations des victimes, celles-ci n'ont pas eu la même chance que les actionnaires des grandes banques mondiales, personne n'est venu les secourir et rien n'a été entrepris pour les dédommager.

La chute des prix des matières premières a étendu la crise à beaucoup de pays. En Ouganda la coalition locale de Social Watch estime que la crise pourrait annuler les récents progrès sociaux et rendre impossible l'accomplissement des Objectifs du Millénaire pour le Développement. La Zambie ressent encore plus cruellement que le Chili la chute des prix du cuivre, dont le pays est très dépendant. La contribution zambienne au rapport de Social Watch souligne avec raison que « contrairement aux États-Unis et à d'autres pays qui ont fait face à la débâcle de l'économie en destinant de nouveaux fonds aux banques et aux principales industries en faillite afin de garantir leur survie, le président Rupiah Banda n'a aucune ressource à distribuer ».

Le rapport du Ghana commente le même problème : « la question fondamentale pour les citoyens est de décider si le pays doit se reposer sur l'aide de la communauté internationale pour lutter contre la chute de l'économie, ou s'il doit introduire des mesures fiscales et monétaires fortes ».

Comme l'écrit l'expert financier brésilien Fernando Cardim dans son analyse élaborée pour le rapport de Social Watch local : « en augmentant ainsi les recettes publiques. (...) c'est précisément ce que le président Obama tente de faire aux États-Unis. C'est aussi ce que Dominique Strauss-Kahn, Directeur du Fonds Monétaire International (FMI) a défendu à plusieurs reprises depuis 2007 ». Cependant, le Fonds lui-même s'est résisté à adopter ce point de vue, ainsi que le démontrent les conditions imposées aux pays de l'Europe centrale secourus par le FMI.

Dans le cas de la Roumanie, le rapport national de Social Watch remarque que « le prêt du FMI semble avoir été contracté sous des pressions externes, principalement pour sauver les intérêts des compagnies étrangères basées en Roumanie. Il ne servira pas à rembourser la dette externe du pays mais à couvrir les dettes des succursales locales des banques étrangères. On utilisera donc des fonds publics pour réparer les dégâts occasionnés par le capital privé ».

Au lieu de réagir aux besoins locaux, le FMI est allé en Roumanie à la suite des « réclamations désespérées du Gouvernement autrichien pour que le FMI et l'Union Européenne interviennent et sauvent leurs banques en Europe de l'est ». Les banques autrichiennes avaient prêté à la région une somme équivalente à 70 % du PIB de l'Autriche. Toutefois, « le remboursement d'un prêt représentant 40 % du budget annuel de la Roumanie ne sera possible dans les prochaines années qu'en diminuant le niveau de vie de la population ».

En Hongrie, un renflouement du FMI s'est avéré nécessaire pour éviter l'effondrement total de l'économie et cela a conduit à une dévaluation, à des augmentations d'impôt et à d'autres mesures impopulaires et procycliques, telle que la réduction

des coûts. Le premier ministre Ferenc Gyucsay a été obligé de présenter sa démission en mars 2009. Le nouveau gouvernement envisage de réduire les retraites, les bonifications du secteur public et les allocations de maternité, d'hypothéquer l'énergie et les allocations de transport, et d'élever l'âge de la retraite.

De même, en Serbie la pression du FMI pour réduire le déficit de l'État a poussé le Gouvernement à annoncer en mars 2009 « l'incorporation d'un salaire provisoire "solidaire" ainsi que d'un impôt de 6 % sur les retraites supérieures à 170 USD. (...) Cependant, la mesure – provenant de la pression du FMI pour diminuer le déficit public – a entraîné un mécontentement chez les travailleurs et les retraités, et les syndicats ont annoncé des manifestations. Ceux-ci ont affirmé que l'impôt de *solidarité* frapperait les plus pauvres, entraînerait une réduction des salaires, une augmentation du chômage et du secteur informel, tandis que les riches ne seraient pas affectés. Du jour au lendemain, le Gouvernement a révoqué la totalité du plan d'épargne. ». Selon la coalition serbe de Social Watch, le Gouvernement « se trouvait coincé entre la crainte des troubles sociaux et la pression du FMI; les semaines suivantes ont été marquées par des opinions discordantes des hommes politiques qui, l'après-midi annonçaient de nouveaux ensembles de mesures d'épargne et les révoquaient le lendemain matin ». Le menu des nouvelles idées proposait de réduire le nombre de ministres, d'augmenter les impôts sur le patrimoine, d'introduire un impôt sur les factures de téléphonie mobile, sur l'achat de voitures neuves et de voitures de luxe, d'interdire l'embauche de nouveaux employés dans le secteur public, de limiter les voyages d'affaires à l'étranger et de réduire les heures de travail. Or, les Watchers serbes soulignaient que, si la Loi, récemment adoptée, de Confiscation des Biens Frauduleusement Acquis était appliquée efficacement, « l'État pourrait obtenir un recouvrement de 2.640 millions USD en un an, ce qui correspond exactement au montant que la Serbie demande au FMI ».

En Bulgarie, les ONG et les syndicats contestent l'idée que la réduction des coûts sociaux soit acceptable en temps de crise. « Une autre réduction pourrait ruiner la paix sociale » du pays, avertit la coalition nationale de Social Watch. Bien que les experts des ONG soutiennent l'augmentation du pourcentage de l'investissement destiné à l'infrastructure du transport, ils critiquent sévèrement le Gouvernement de ne pas avoir utilisé les fonds structurels de l'Union européenne assignés à la Bulgarie les deux premières années de son entrée comme membre de plein droit. « Fin 2008, seulement 0,6 % des 2,2 milliards d'EUR avait été dépensé. Le manque de capacité financière, une bureaucratie excessive et des procédures peu transparentes ont empêché les fonds d'arriver jusqu'à leurs destinataires ».

Le ralentissement peut être dramatique

Au commencement de la crise financière, certains économistes ont avancé l'hypothèse de la « déconnexion », selon laquelle les économies émergentes ne seraient pratiquement pas touchées par la crise financière mondiale grâce à leurs réserves substantielles de devises, à la stabilité des bilans des entreprises et à l'assainissement relatif des secteurs bancaires. Pourtant elles ont ressenti l'impact de la même façon. Selon Social Watch Inde, « il est clair que les pronostics initiaux du Gouvernement sur l'immunité du pays face à la crise ont péché de prévoyance » et la croissance s'est fortement ralentie – passant d'un solide 9,3 % en 2007 à 7,3 % en 2008. Pour 2009 le FMI prévoit une croissance de 4,5 %. Des chutes analogues se sont produites au Vietnam, au Pérou et au Cambodge, qui sont passés d'un pourcentage de croissance à deux chiffres à celui de 5 %.

Une croissance de 5% peut rendre jaloux les ministres des Finances des pays de l'OCDE, puisque la plupart cherchent à sortir de la croissance négative (c'est-à-dire de la récession), mais il ne faudrait pas en ignorer l'origine. La croissance annuelle de 5% dans les pays de bas revenus signifie une hausse de moins de dix centimes par jour pour une personne ordinaire. Mais ces quelques centimes supposent une différence énorme si l'on est pauvre. D'après l'exemple présenté par Social Watch Cambodge, la réduction de moitié du taux de croissance signifie que « les personnes qui habitent autour du Tonle Sap, le plus grand lac du pays, sont spécialement vulnérables parce qu'elles s'étaient déjà endettées pour arriver à joindre les deux bouts. En 2008 ils ont dû vendre leurs actifs de production et retirer les enfants de l'école pour les faire travailler ».

Crise permanente

Le mot « crise » fait référence à un moment décisif, à une époque instable, mais pour beaucoup de coalitions de Social Watch qui ont remis leur rapport national, la crise que subissent leurs pays remonte à plusieurs décennies et elle a commencé avant l'effondrement des marchés financiers. En République Centrafricaine, la pauvreté augmente au lieu de diminuer depuis 1990, de même que l'instabilité politique et la violence à laquelle ne peut que nuire une économie déjà faible en soi.

L'Erythrée « était déjà plongée dans un profond chaos économique, social et politique bien avant que la crise mondiale ne s'accroisse, alors qu'au Nigéria la plupart des habitants « ont vécu pendant longtemps dans une situation d'effondrement économique. La corruption est généralisée, il y a pénurie d'électricité dans tout le pays, l'éducation et la santé se trouvent dans des conditions déplorables et la lutte armée pour le contrôle des ressources pétrolières est toujours intense ».

Au Yémen, le rapport de Social Watch local voit dans l'absence de droits l'origine des crises successives depuis 1990, avec 42 % de la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté et une situation pire encore pour les femmes. En Birmanie on vit une « crise perpétuelle, qu'elle soit économique, politique, alimentaire ou environnementale », avec un Gouvernement qui s'est montré incapable d'apporter de l'aide à ses concitoyens après le cyclone mais qui dépense presque la moitié de son budget dans l'armée.

Au Népal on s'attend à ce que la crise arrive d'ici peu et que ses effets s'ajoutent à « d'autres crises, liées à l'environnement, à l'alimentation, à l'énergie, aux finances et à la politique qui frappent la société depuis un long moment déjà ».

Au Bangladesh, le cyclone Sidr, en plus de deux inondations consécutives, montre l'extrême vulnérabilité des millions de personnes menacées par le changement climatique. Un manque total d'autorité gouvernementale est à la base des problèmes de la Somalie, cependant que l'occupation étrangère est le souci principal en Palestine. Social Watch Iraq, offrant aussi son apport provenant d'une situation de conflit critique, a décidé cette année de faire porter son analyse sur la situation des femmes. Ses conclusions, cependant, ont une valeur universelle : l'autonomisation de la femme requiert l'existence « d'une culture de l'égalité des chances ».

Polarisation

En mars 2009, au beau milieu de la crise et du débat politique en Serbie sur la façon de réduire les coûts, se tenait à Belgrade le Salon de l'Automobile. Tous les modèles les plus chers se sont vendus le premier jour pour une somme totale dépassant 2,6 millions d'USD !

La crise a exacerbé la polarisation un peu partout. Le rapport de Social Watch de Bahreïn affirme que « la quantité de milliardaires augmente, la classe moyenne se rétrécit et les couches populaires s'appauvrissent ». La sensation d'injustice, davantage que la pauvreté absolue, a mené à des confrontations et des tensions « entre les groupes appauvris et les forces de l'ordre », particulièrement dans les villages. A la suite de quoi, « la Banque Mondiale a descendu Bahreïn de son rang dans le classement de stabilité politique ».

Au Vietnam, souvent cité comme étant un modèle exemplaire de développement qui a sorti de la misère des millions de personnes, « la consommation de 20 % des personnes les plus riches de la population représente 43,3 % des dépenses totales du pays, tandis que les 80 % restants sont plus modestes dans leurs dépenses ».

Une polarisation analogue est décrite dans le rapport de Social Watch du Honduras, où la confrontation entre riches et pauvres est clairement à l'origine du coup d'état qui a destitué le président

Manuel Zelaya en juin 2009, ravivant une pratique de « changement de régime » que l'Amérique Latine semblait avoir abandonnée en faveur de méthodes démocratiques depuis deux décennies.

Au Costa Rica, pays voisin qui pendant longtemps a été une oasis de paix et de stabilité constitutionnelle en Amérique centrale, les Watchers locaux préviennent que si les défis de la crise ne sont pas relevés « sur les bases du dialogue social (...) la persistance des solutions traditionnelles (assistancialisme et diminution des dépenses publiques, et diminution des droits) se traduira certainement par une plus grande inégalité et pauvreté, et par le risque, que nous avons déjà souligné, de transformer la pauvreté conjoncturelle en raison de perte de revenus, en pauvreté structurelle, ainsi que par une augmentation de la violence contre les femmes, les enfants et les personnes âgées ».

Le jeu de l'autruche

Selon les Watchers kényans, « au Kenya le Gouvernement refuse de voir la réalité et fait l'autruche qui se met la tête dans le sable. L'élite gouvernante affirme que la crise est circonstancielle et que l'économie nationale est suffisamment protégée en raison de la faiblesse de ses liens avec le capital international ».

De nombreux pays vivent des situations analogues. En Moldavie, Social Watch signale qu'avant les élections d'avril 2009 le Gouvernement avait nié farouchement que la crise puisse affecter le pays et qu'il avait essayé de maintenir artificiellement la situation économique. La Banque Mondiale n'a pas été si optimiste et a inclus la Moldavie parmi les pays en développement les plus vulnérables. Après les élections, cependant, le président Voronin a déclaré, lors d'une réunion avec des entrepreneurs, des membres du gouvernement intérimaire, des parlementaires et des politiques, que « la crise est un incendie, une catastrophe. Les fonctionnaires du gouvernement ont expliqué que l'importance de la crise avant les élections avait été minimisée dans le but d'éviter la panique ».

Dans d'autres situations, non seulement les hommes politiques en fonction ont minimisé l'importance de la crise, mais certains leaders d'organisations sociales en ont aussi fait leur stratégie, craignant que la peur d'une catastrophe puisse mener les fonctionnaires décideurs à accepter des demandes opportunistes des privilégiés. Social Watch Bolivie rapporte que les entrepreneurs boliviens s'inscrivent dans cette tendance: la réaction de l'entrepreneuriat est connu pour encourager des « négociations inégales » qui font peser tout le poids de la crise sur le dos des travailleurs et qui ont pour but de réduire leurs bénéfices et leurs salaires et d'augmenter le nombre des licenciements.

En Slovaquie, les Watchers locaux dénoncent aussi des employeurs qui abusent de la peur de la

crise et restreignent les droits des travailleurs. Au Guatemala, seul un groupe d'importateurs a pu bénéficier des mécanismes destinés à pallier la crise, tels que les quotas d'importation au tarif douanier zéro, pas les consommateurs.

Au Paraguay, la coalition locale de Social Watch informe que les premiers secteurs à exiger davantage d'appui « ont été ceux ayant bénéficié jusqu'à présent des politiques néolibérales et d'intégration des marchés : les agro-exportateurs, les industriels, les importateurs, les publicitaires ». Les producteurs de soja, par exemple, prétendent non seulement que le gouvernement essuie leurs « pertes mais également qu'il conserve le même niveau d'activité et de profits par le biais de la subvention publique ». Ils ont obtenu des gains extraordinaires le cycle précédent, grâce en partie à la spéculation sur le marché à terme de produits marchands agricoles associée à la promotion de biocombustibles dans beaucoup de pays.

En Pologne la population « pense que les banques manipulent le taux de change au détriment des clients. A l'heure actuelle, la différence entre les valeurs d'achat et de vente peut atteindre 12 %; et pas même l'Agence de la Concurrence et de la Protection des Consommateurs ne peut imposer de restrictions sur le taux de change. Des groupes de consommateurs se réunissent via Internet afin de se procurer des devises étrangères en grosses quantités dans l'espoir de négocier le montant du *spread* et même parfois de renégocier les conditions de leurs contrats de crédit ».

Après avoir assisté à un séminaire organisé par la Red del Tercer Mundo (Réseau du Tiers Monde) sur les réponses asiatiques à la crise, la coordinatrice du plaidoyer de Social Watch Natalia Cardona a écrit qu'il semble exister « une atmosphère de défensive parmi les gouvernements de la région. Face au changement du système financier international, au lieu de prendre une orientation énergique et nouvelle, ils font confiance aux vieilles politiques pour résoudre les nouveaux et graves problèmes économiques ».

Social Watch Argentine trouve que son gouvernement est également mal préparé devant l'ampleur des défis lancés par la crise, et la coalition brésilienne pense que ses dirigeants confondent « l'incapacité d'agir avec la prudence financière et fiscale ». En temps de récession, « les revenus fiscaux se réduisent, et parallèlement les dépenses de la sécurité sociale augmentent. En conséquence, le déficit fiscal s'accroît, justement en raison de l'inaction des gouvernements, qui n'ont pas eu assez d'audace pour agir contre la réduction de l'économie. Il est paradoxal qu'en essayant de se montrer prudents, les pays se placent dans une situation fiscale pire encore de ce qu'elle serait si leurs gouvernements avaient agi avec décision pour soutenir la demande ».

Soutien aux privilégiés

De plus, les tentatives pour relancer l'économie ne sont pas toutes pertinentes ni justes. Les Watchers canadiens pensent que le « plan de relance économique à court terme [du gouvernement] pour répondre aux besoins des milliers de citoyens qui supportent les pires effets de la crise » est insuffisant. « Les emplois créés grâce à l'investissement public sont destinés aux hommes alors que les femmes se contentent des emplois précaires ou à temps partiel et sont fréquemment les premières à être licenciées ».

On retrouve pratiquement les mêmes mots dans le rapport de Social Watch thaïlandais: « La remise unique de 2.000 THB (57 USD) en espèces aux employés publics et privés dont le revenu mensuel est inférieur à 14.000 THB (397 USD) a été l'une des mesures les plus polémiques. Les bénéficiaires de la mesure eux-mêmes l'ont critiquée en la qualifiant de populisme éhonté, sans la considérer comme une relance significative. Par exemple, la plus grande partie des travailleurs qui se trouvent dans cette catégorie appartient au secteur informel et n'a donc pas le droit de toucher cette somme. Ceci pose le problème de la discrimination de genre puisque ce sont les femmes qui composent la majeure partie du secteur des travailleurs informels ».

Pendant que les économies occidentales injectent de nouveaux fonds de soutien massifs dans leurs institutions financières, et dans certains cas nationalisent à nouveau leurs banques, le parlement kényan légifère sur la privatisation des rares actifs sociaux stratégiques qui subsistent afin de fournir à titre exceptionnel une injection de revenus au gouvernement, dénonce la coalition kényane de Social Watch. Parmi les organisations faisant partie de la liste des privatisations se trouvent : la Compagnie de Génération d'Électricité du Kenya (Kengen), la Kenya Pipeline Company, les entreprises sucrières de l'État, des hôtels, des banques et autres.

Au Liban, aussi bien le premier ministre que le ministre des Finances ont admis les impacts négatifs que l'on attendait de la crise mondiale et la nécessité de protéger l'économie nationale. Cependant, l'analyse de Social Watch local conclut que les mesures appliquées accélèrent les démarches nécessaires pour que le pays adhère à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), ce qui se traduirait par la libéralisation des services et des secteurs productifs de l'économie.

De la même manière, en Thaïlande « pour compléter son plan de relance de l'économie, le Gouvernement travaille aussi sur une importante restructuration de la régulation des marchés financiers. Cependant, contrairement à beaucoup de pays qui ont établi plus de garanties pour protéger les consommateurs et leurs économies, la Thaïlande marche vers une forte dérégulation et libéralisation du marché des capitaux pour augmenter son rôle

dans le développement de l'économie. ». Les Watchers thaïlandais craignent que « cette initiative, dont nombre de personnes qui ont participé à la crise de 1997 recherchant exclusivement des profits à court terme sont à l'origine, ouvre la voie à une nouvelle crise à peine le pays remis sur pied ».

Les Watchers de Malaisie informent que le pays, dont la croissance économique dépend en grande partie de ses exportations et qui importe la plupart de ses denrées alimentaires, « devra se préparer pour affronter des années de difficultés économiques. Il existe une forte chute de la production industrielle, le chômage est au plus haut et les analystes prévoient que la récession pourrait être pire que celle de 1997. Le Gouvernement a été critiqué parce qu'il a réagi tardivement et qu'il s'est consacré au sauvetage des entreprises. Les organisations de la société civile manifestent et font des débats publics pour conscientiser le public sur les répercussions négatives de cette crise, spécialement par rapport aux secteurs vulnérables de la société ».

C'est tout le contraire qui se passe au Venezuela, où la réduction de la misère est un objectif essentiel du gouvernement qui dépense de grandes sommes d'argent à cette fin ; les politiques ne sont cependant pas aussi transparentes que le souhaiteraient les Watchers locaux.

L'Algérie, d'un autre côté, semble avoir tiré des leçons de la crise. En septembre 2008 Sid Saïd, dirigeant de l'Union Générale des Travailleurs Algériens, a annoncé que le Gouvernement se rétractait de sa politique du « tout est susceptible d'être privatisé ». Le rapport de Social Watch local estime qu'environ 220 entreprises publiques, « en attente de privatisation après la mise en application des mesures réglementaires ont finalement été effacées de la liste de sociétés destinées à la vente ». De plus, le Gouvernement « a demandé à un groupe de travail interministériel de prendre en charge la supervision et le suivi de l'industrie des finances et de la promotion des investissements dans des petites et moyennes entreprises ».

Investir dans les gens

De nombreux citoyens du monde entier peuvent partager la conclusion des Watchers péruviens: « en temps de prospérité, on demande aux travailleurs d'attendre patiemment les bénéfices de la croissance, alors que, pendant la crise ils n'ont qu'à se serrer la ceinture ». Mais ce n'est pas juste et, d'après ce que pensent à présent les experts, cela ne marche même pas. Les séries de programmes de relance reposant sur les réductions d'impôts appliquées aux riches et sur la subvention des grandes banques et des corporations n'ont pas produit les effets escomptés. En prévision d'une récession prolongée, les riches et les classes moyennes tendent à épargner tout argent supplémentaire au lieu de le dépenser, alors que les

banques, au lieu de prêter l'argent de la relance, l'utilisent pour reconstruire leurs actifs.

Mais quand les fonds sont canalisés vers les pauvres, ils sont immédiatement dépensés. Non pas qu'ils aient davantage conscience du rôle qu'ils jouent dans la récupération de l'économie globale, mais simplement parce qu'ils n'ont pas le choix.

Partout dans le monde, les organisations de la société civile exigent des choses similaires, chacune à leur façon. Au Maroc, comme le rapporte la coalition de Social Watch locale, « diverses actions collectives ont été amorcées, notamment des grèves sectorielles (éducation, santé, collectivités locales, etc.), ainsi qu'une grève générale. Parmi d'autres mouvements sociaux particulièrement dynamiques, il faut mentionner les diverses luttes promues par les Associations coordonnées contre l'augmentation du coût de la vie, ainsi que par les Associations nationales de professionnels au chômage. Plusieurs stratégies d'action collective ont été déployées : grèves des bras croisés, manifestations populaires spontanées, journées de mobilisation nationale contre la pauvreté, etc. Les revendications concernent le blocage de l'augmentation des prix, le maintien de la Caisse des Compensations, la mise en place de l'échelle mobile des salaires, la rénovation des services publics et la fin des privatisations des contrôles de distribution d'eau et d'électricité, le droit à travailler dans le secteur public ».

Aux États-Unis, là où la crise a commencé, et où le nombre de chômeurs est monté à 13,1 millions (5,6 millions de plus qu'au début de la récession), le Parti Républicain a été « pénalisé » par l'électorat, qui a élu Barack Obama et sa plateforme d'espoirs et de changements. Maintenant, selon le rapport des Watchers des États-Unis, « les mouvements pour les Droits de l'Homme, les emplois écologiques, le commerce équitable, les soins de santé et le logement, présentent des propositions et exigent des changements réels et structurels. Les États-Unis ne

peuvent pas laisser passer l'occasion d'effectuer un réel changement ».

Au Ghana, Social Watch exige que, pour « impulser l'agriculture et contribuer à la création d'emplois, à la croissance économique et au bien-être général de la population, les agriculteurs ont besoin d'un soutien pour investir en produits agricoles, en fertilisants, en formation et accès aux marchés ». Une demande analogue provient du Sénégal, le pays d'Afrique occidentale qui dépend le plus de l'importation des denrées alimentaires, où la société civile « préconise un retour à l'agriculture traditionnelle, correctement encouragée et soutenue par l'État ».

« Cette stimulation devrait être une augmentation réelle des salaires », c'est en résumé ce que Social Watch propose en Bulgarie. Et aux Philippines définitivement, la création d'un « ensemble de mesures de relance mais, à la différence de ce qui a été proposé par le gouvernement, il devrait être basé sur une stratégie nationale claire, soumise au droit, en faveur des pauvres et durable, et destinée à renforcer la demande nationale surtout dans le climat économique actuel, hostile aux exportations. Il faudrait donner la priorité à la sécurité alimentaire, à la création d'emplois tout en renforçant les entreprises locales afin que les travailleurs et travailleuses puissent en bénéficier, ainsi qu'à l'investissement dans des projets d'infrastructures écologiques et en faveur des pauvres (par exemple, la construction d'un réseau de système d'irrigation, l'électrification de villages isolés et le développement d'une énergie propre), ainsi que le développement de la sécurité sociale et économique des pauvres et des chômeurs (...) Il faut finalement penser sérieusement à la renégociation de la dette publique de sorte qu'une grande partie des revenus du pays soit destinée à couvrir les besoins élémentaires et de première nécessité des personnes au lieu d'être affectée à la dette ».

En Thaïlande, Social Watch a agi en faveur d'une large alliance similaire à celle qui a conduit à

la « Constitution Populaire » de 1997, après la crise financière du sud-est asiatique.

Au Pérou, les Watchers mettent l'accent sur le fait que « pour affronter les conséquences nocives de la crise, il est donc indispensable de renforcer la demande interne, c'est-à-dire augmenter la consommation des travailleurs et protéger la production nationale, ainsi que d'annuler les Traités de Libre Commerce (TLC) qui se soldent par une ouverture inutile du marché péruvien alors que les marchés internationaux sont en pleine contraction ». La coalition mexicaine de Social Watch demande également une révision de l'Accord de libre-échange: le Mouvement pour la souveraineté alimentaire et énergétique, pour les droits humains des travailleurs et les libertés démocratiques – dans une lettre du 16 avril 2009 adressée à Barack Obama – propose d'engager « *le dialogue au plus haut niveau pour aborder les questions incluses dans l'agenda visant à renégocier de manière urgente les termes du TLCAN et sauvegarder les droits du travail, sociaux et humains des citoyens de notre région*. Il s'agirait de créer un Fonds de Compensation Asymétrique pour l'Amérique du Nord, de négocier un accord binational sur la question migratoire et de signer un accord pour encourager le Traité pour le développement économique et social de l'Amérique du Nord ».

Les Watchers italiens expliquent que « en réponse à la crise, les propriétaires de comptes bancaires en Italie font de plus en plus incursion dans le monde de la finance éthique. Le client qui soutient la finance éthique s'intéresse à la manière d'utiliser l'argent et au fait que sa banque ne fasse pas faillite. C'est ainsi que beaucoup de banques redoublent aujourd'hui leurs efforts pour améliorer leur image. Le retour à la mission originelle du système bancaire de soutenir l'économie réelle doit être un point de référence constant dans la recherche d'issues à la crise ». Leur conclusion est valable pour la planète entière : les mots-clés devraient être « lutter contre la pauvreté et redistribuer les ressources ». ■

Assemblée populaire sur la crise*



Exposé sur les droits des peuples autochtones.

Le 20 juin 2009, à l'église de la Sainte Trinité à New York, sous l'initiative de l'*Assemblée populaire sur la crise*, des activistes de plus de trente organisations appartenant à la société civile, aux syndicats et aux groupes de base au niveau local, national et international se sont réunis dans le but d'analyser les conséquences sociales et environnementales de la crise financière et économique sur la population, hommes et femmes, travailleurs ou chômeurs, dans le monde entier. Lors de la rencontre, des activistes en faveur des droits sociaux et économiques, de l'égalité entre les sexes, du travail et de l'environnement ont présenté des témoignages montrant la manière dont la crise a frappé les communautés locales, depuis le Soudan jusqu'au Salvador et le sud du Bronx.

Ce forum a aussi été l'occasion pour que les leaders de la société civile partagent leurs idées et leurs expériences sur la manière de construire un mouvement mondial, aux racines locales, pouvant influencer la création d'un nouveau système économique basé sur les droits de l'homme et sur l'environnement durable.

L'*Assemblée populaire sur la crise* s'est tenue dans le contexte de la Conférence des Nations Unies sur la crise économique et financière mondiale et son

incidence sur le développement, lors du premier forum véritablement multilatéral ayant été convoqué pour traiter des impacts sociaux découlant de la crise financière actuelle. Le principal orateur de l'Assemblée populaire, le père Miguel D'Escoto Brockmann, président de la 63ème session de l'Assemblée générale de l'ONU, a remercié la société civile de son soutien aux solutions à la crise nées au sein de l'ONU, et il a invoqué pour tous les participants « un nouvel esprit de sagesse et de solidarité humaine » pour aider les gens qui sont atteints par les effets de la crise de manière disproportionnée. La rencontre a fini par un appel du Coordinateur de Social Watch, M. Roberto Bissio, en faveur d'une réforme à l'architecture de la crise financière actuelle qui pourrait aider à éloigner les gens de la pauvreté, au lieu de renforcer les inégalités économiques et sociales existantes au niveau national et international.

Ci-dessous, vous pourrez lire les interventions clé des participants à cette rencontre ainsi que quelques témoignages relevant de l'impact de la crise sur les citoyens ordinaires ayant été identifié par le réseau de Social Watch dans les pays du Sud. ■



Miguel D'Escoto Brockmann dans l'*Assemblée populaire sur la crise*.

* Organisations membres de l'*Assemblée populaire sur la crise* : Social Watch, Eurostep, LDC Watch, Institute for Policy Studies, Global Policy Forum, Center of Concern, Red-DESC, Institute for Agriculture and Trade Policy, Global-Local Links Project, Jubilee USA Network, Jubilee South, GCAP Feminist Task Force, Alliance for Responsible Trade, Women's Environment and Development Organization, Consejo Internacional de Educación de Personas Adultas, Servicio de Enlace de Naciones Unidas con Organizaciones No Gubernamentales, Global Action on Aging, Latindadd, US Human Rights Network, CONGO Social Development Committee, Sub-Committee on the Eradication of Poverty, Hemispheric Social Alliance, Women's Working Group on Financing for Development, Medical Mission Sisters International, World Federation of United Nations Associations, International Youth and Student Movement for the United Nations, Enlazando Alternativas, Transnational Institute, Our World Is Not For Sale Network. Vidéos de l'*Assemblée populaire sur la crise* disponibles sur le canal de Social Watch à YouTube: <www.youtube.com/SocWatch>.

« La crise économique a manifestement frappé le Bénin. Aujourd'hui de nombreuses familles ne peuvent se permettre qu'un repas par jour. Les mariages forcés ont augmenté car les familles vendent leurs filles pour faire face à la crise. Les progrès réalisés pour éliminer la violence envers les femmes en sont réduits à néant. Les impacts de la crise creusent les écarts entre les sexes, par exemple, l'inscription scolaire des filles baisse, de même que la présence de la femme sur le marché du travail formel. Les femmes sont les premières à perdre leur emploi, et doivent généralement s'occuper de leur famille sans aucune aide sociale ».

Sonon Blanche (*Social Watch Bénin*)

« Le Gouvernement bulgare a admis récemment que le pays a été touché par la crise en février de cette année. Jusqu'à cette date, 44.000 personnes, dont 96 % sont des femmes, ont perdu leur emploi à cause de la crise. Beaucoup d'industries affectées – telles que l'habillement, la chaussure, la restauration et l'administration publique – emploient essentiellement des femmes. La crise a aussi un impact sur la violence envers les femmes. Normalement, dans ma ville, de 17 à 19 cas par an en moyenne sont saisis par les tribunaux ; depuis le début de l'année, 42 ont déjà été saisis. Dans bien des cas les hommes abandonnent leurs femmes et enfants quand celles-ci perdent leur travail ; ces familles doivent donc survivre avec les 50 EUR ou moins des allocations chômage. Parmi les femmes interrogées beaucoup avaient été harcelées au travail et avaient des difficultés à se faire embaucher dans le secteur formel ».

Milena Kadieva (*Gender Research Foundation, Bulgarie*)

« Au Soudan, 69 % de la population vit sous le seuil de la pauvreté, en particulier les femmes travaillant dans le secteur agricole. Ces dernières années les services de la santé se sont améliorés, mais les pauvres pâtissent encore à cause de la flambée des prix des aliments. La société civile soudanaise réclame plus de financement pour le développement, mais dans une optique multidimensionnelle et pas seulement économique, qui permette d'améliorer vraiment la qualité de vie. Le développement doit être stratégique et compter sur la participation des femmes à la base ».

Niemat Kuku (*Gender Research and Training Center, Soudan*)

« Les afro-américains et les indigènes partagent un passé d'exploitation et de conquête et ils subissent à l'extrême les effets de la crise. Notre empire américain s'est forgé sur le fameux *rêve américain*, mais on voit qu'on a utilisé des terres usurpées et du travail volé pour construire ce pays, le pays le plus riche qu'on ait jamais vu dans le monde. Depuis le début, les institutions financières ont employé tous les moyens possibles et imaginables pour aider et encourager les spéculateurs qui essayaient de bâtir l'empire. Nous devons rejeter la théologie néolibérale et édifier des théories théologiques plus progressistes ».

Jean Rice (*Picture the Homeless, New York*)

« Au Pérou, nous ne pouvons pas parler de droits lorsque quelque chose d'aussi épouvantable vient d'avoir lieu en Amazonie. De quels droits parlons-nous dès que le gouvernement du Pérou vient d'enfreindre les traités signés ? Les peuples autochtones savent bien comment travailler avec la forêt vierge, et s'ils la protègent, c'est parce qu'ils la valorisent ; ces principes sont transmis de génération en génération. Ceci est bouleversé lorsque les sociétés transnationales viennent exploiter et détruire cet équilibre précaire, et qu'elles transforment la forêt vierge dans du béton armé. L'Amazonie a été déclarée récemment le poumon du monde. Que se passerait-il si l'on construisait plein de gratte-ciels ? Lorsque l'on dit non aux sociétés transnationales, il en résulte une dispute. Cette bataille qui, aujourd'hui, a lieu au Pérou, demain peut débarquer en Afrique et en Asie ».

Washington Bolívar (*leader indigène péruvien*)

« Les lois du travail aux États-Unis ne sont pas à la hauteur des normes de l'OIT. Nous devons récupérer, dans ce pays, la capacité d'organisation des travailleurs et il nous faut l'approbation de lois démocratiques au niveau du Congrès pour que le mouvement des travailleurs récupère son pouvoir. Du fait de la crise financière, les gens achètent de moins en moins et ils payent de moins en moins d'impôts sur les ventes. Par conséquent il y a eu des réductions de travail aussi bien dans le secteur public que privé. Beaucoup de syndicats ont ouvert leurs contrats et sont en train de mener des négociations afin de réduire les salaires. Par exemple, les United Auto Workers ont ouvert leurs contrats et ont remboursé beaucoup d'argent mais, cependant, il existe toujours beaucoup de licenciements. Les décisions concernant l'économie ne devraient pas être prises d'après les intérêts d'un groupe privilégié de propriétaires mais compte tenu des besoins des travailleurs ».

Jose Schiffino (NYC Labor Council for Latin American Advancement)

« En Colombie, il existe près de 84 tribus indigènes bien différenciées qui vivent dans les régions frontalières de la Colombie, du Pérou et du Brésil, précisément là où se trouvent les réserves de ressources naturelles les plus convoitées. Nous luttons pour défendre notre territoire et préserver notre culture. En raison de cette lutte, plus de 1.400 de nos leaders ont été assassinés depuis les années 70. Actuellement, de nombreuses régions indigènes sont militarisées et celles qui ne le sont pas ont des forces paramilitaires sur place. Le Gouvernement essaie de déplacer nos communautés pour pouvoir négocier avec des compagnies transnationales l'exploitation dans ces zones des ressources naturelles, telles que le bois ou le pétrole. Les peuples indigènes de Colombie s'opposent aux accords de libre échange parce que ces traités provoquent un déplacement plus important de nos communautés et, au lieu d'ouvrir les marchés, ils augmentent juste la frange de pouvoir des États-Unis ».

Jesús Avirama (Conseil Régional Indigène du Cauca, Colombie)

« Le droit fondamental d'accès à l'éducation a aussi été atteint par les conséquences de la crise ; il a frappé notamment les jeunes filles qui, suite à la crise, ne sont plus envoyées à l'école. Il est important de rappeler que l'accès à l'éducation est un droit fondamental, n'étant limité ni par des raisons d'âge ni de sexe, et que tout le monde a le droit d'y accéder. Les États doivent mener des actions affirmatives et positives pour surmonter l'inégalité au niveau de l'éducation. Les statistiques montrent qu'il y a encore des milliers de personnes illettrées, deux tiers desquelles sont des femmes. Comment se fait-il que nous puissions avoir des technologies de l'information et des ordinateurs, alors qu'il y a encore des illettrés ? L'éducation est un droit fondamental et, du point de vue économique, l'investissement en éducation contribue à la croissance économique. Les conditionnements du FMI exigent aux différents pays de congeler leur investissement en éducation ; ceci devrait être mis en question. Les DESC, notamment l'éducation, devraient être le noyau de tout paradigme en développement ».

Marcela Ballara (Conseil International d'Éducation pour Adultes, Chili)

« La crise actuelle est globale, par conséquent les politiques élaborées pour en venir à bout doivent être globales mais aussi reliées aux mouvements locaux. Nous pensons qu'il faudrait investir les séries de programmes de relance dans des choses comme une infrastructure écologique et sociale qui permette la création de travail écologique, une reconnaissance des impacts disproportionnés de la crise sur les travailleuses et la reprise de l'économie du soin. Ce genre de politiques vient en détail dans le Pacte mondial pour l'emploi de l'OIT. L'ONU est le seul endroit où les pays qui supportent le plus grand poids de la crise peuvent avoir une voix représentative. Le mouvement ouvrier travaille dans le cadre de l'ONU à diffuser l'Agenda du travail décent et des emplois écologiques. Il ne s'agit pas seulement d'accroître l'aide au développement et d'être un petit peu plus généreux, comme voudraient le prétendre certains pays industrialisés. La transformation sociale s'impose. Les institutions multilatérales doivent être réformées de façon systématique et des mécanismes spécifiques sont nécessaires pour être sûrs d'avoir des solutions durables à la crise économique et financière ».

Gemma Adaba (Confédération Syndicale Internationale)

« Au Kenya nous avons commencé à voir les impacts de la crise fin 2008 : le tourisme a baissé, puis le chômage a augmenté. De plus, de nombreux kényans dépendent des envois de fonds des migrants établis aux États-Unis. À cause de la crise, le nombre de familles qui ne peuvent envoyer leurs enfants à l'école augmente. Les investisseurs étrangers retirent leurs projets du pays. Beaucoup de terres ne sont pas cultivées et l'eau a manqué l'année dernière. Tous ces facteurs, associés à la grande inégalité des revenus et à la corruption préexistantes, ont créé la recette idéale pour la catastrophe dont souffrent l'économie et la population du Kenya ».

Edward Oyugi (*SODNET, Kenia*)

« Nous voyons la manière dont les travailleurs âgés continuent à travailler, même s'ils ont mal aux jambes ou de l'arthrite, parce qu'ils ne peuvent pas se permettre le luxe de partir à la retraite. Pas mal d'entre eux ont hypothéqué leurs maisons et ils sont en train de les perdre du fait des exécutions, parce qu'ils ne peuvent pas payer des taux d'intérêt aussi élevés. D'autres, aident leurs enfants adultes ou leurs petits enfants au chômage. L'attaque aux pensions est un phénomène global. Pour y trouver une solution, l'ONU doit commencer à travailler rapidement à une convention des droits de l'homme traitant des besoins des adultes majeurs pour que, dans l'avenir, les gens n'aient plus peur de la vieillesse ».

Suzanne Paul (*Global Action on Aging, Nueva York*)

« Les impacts de la crise se manifestent par des licenciements massifs dans les banques étrangères, telles que la BBVA, la banque Santander et la HSBC. Nos droits en tant que travailleurs nous ont été retirés. Les personnes endettées ont aussi senti les impacts et le sentent encore. On leur retire leur logement quand ils sont incapables de payer. On emploie pour cela les forces militaires de l'État dont le rôle est d'assurer la sécurité, pas celui de jeter à la rue une pauvre et humble famille qui possède un toit mais qui n'a pas de quoi payer ».

Janio Romero (*Leader syndical de l'Union Nationale des Employés de Banque, Colombie*)

« Trois millions de personnes à New York sont exposées à l'insécurité alimentaire et depuis le début de la crise financière en 2008 la consommation d'aliments bon marché et insalubres augmente. Dans de nombreux quartiers de Brooklyn et du Bronx peu de magasins ont des aliments frais. Une solution à ce problème c'est l'agriculture soutenue par la communauté, qui met en contact direct les consommateurs et les fermes familiales productrices d'aliments organiques, donnant ainsi aux habitants des villes l'accès aux aliments sains ».

Nadia Johnson (*WEDO et Just Food, New York*)

« Cette crise n'est pas seulement financière, mais aussi systémique. La réponse doit se baser sur les droits de l'homme et la solidarité ; voilà ce que nous essayons de promouvoir en Bolivie. Nous devons retourner à la Terre – nommée Pachamama par nos communautés autochtones – afin de renouveler notre société. Pour contribuer à cette rénovation, la Bolivie et l'Équateur travaillent dans la construction d'une nouvelle architecture financière. Ces pays ne participent déjà plus des tribunaux de solution des disputes internationales tels que le Centre International des litiges en matière d'investissements utilisé par les pays riches pour punir les plus pauvres ».

Elysabeth Peredo (*Alianza Social Hemisférica y Fundación Solon, Bolivia*)

« Nous devons former une coalition de vigilance internationale pour contrôler ce qu'il advient des séries de programmes de relance et être capables de réagir rapidement si les gouvernements n'utilisent pas à bon escient cet argent. Pour en finir avec la crise, nous devons concevoir des approches commerciales et financières basées sur les droits, surtout pour mettre en place des réseaux de sécurité dans le Nord et le Sud. Nous ne voulons pas simplement "retoucher" le modèle économique pour l'améliorer, mais le rebâtir complètement. Pour y arriver, nous devons profiter des événements politiques, comme la Conférence de l'ONU ou le Forum social mondial, pour réunir les personnes et les mouvements sociaux au moment critique ».

Tanya Dawkins (*Global-Local Links Project, Miami*)

« Au Salvador, ça fait des années que nous sommes confrontés aux impacts du changement climatique : inondations, sécheresses, ouragans, rivières principales à sec et abattement moral des communautés. Chaque année les coûts matériels sont élevés, la perte de vies humaines et l'émigration de nos gens aussi, surtout chez les jeunes. Nous devons oeuvrer pour une ère nouvelle où la jauge du développement sera le bien-être de l'humanité et la Terre mère, et pas seulement les richesses matérielles ».

Marta Benavides (Groupe de Travail Feminista GCAP, Le Salvador)

« Quand on observe les systèmes de bien-être et de protection sociale, la capacité des États membres de l'UE pour aborder la demande croissante de sécurité sociale varie considérablement. Dans certains cas, nous avons une augmentation des allocations de chômage, une extension des droits à l'assistance chômage, de même que des bénéfices sociaux, des réductions ou des exonérations d'impôts pour des groupes spécifiques, dont les retraités. Par ailleurs, d'autres États abaissent les allocations. La Hongrie a diminué les subventions, les salaires du secteur privé et a annulé les plans de dépenses de retraite ; la Finlande s'attend aussi à une réduction des dépenses des services sociaux. Pour enrayer les retombées sur le marché du travail, certains pays essaient aussi d'instaurer des politiques d'emploi actives en conservant les employés grâce aux horaires flexibles, mais malgré tous ces efforts, les effets restent très draconiens ».

Verena Winkler (Eurostep, Belgique)

« Alors que les pays industrialisés du Nord sont les principaux responsables (quant au calcul per capita surtout) des émissions à effet de serre qui provoquent le changement climatique ; les pays du Sud, et en particulier les pauvres et les femmes, sont ceux qui accusent plus fortement les effets du changement climatique et ses impacts socio-économiques. On compte parmi ces effets le déplacement des populations qui vivent dans les zones côtières basses ; la perte des moyens de vie ; l'insécurité alimentaire et un moindre accès à l'eau. Du point de vue de la dette écologique, les pays riches et industrialisés ont non seulement la responsabilité de réduire radicalement les émissions de gaz à effet de serre, mais aussi l'obligation éthique et morale d'offrir un financement compensatoire et réparateur aux pays en développement pour que ceux-ci puissent assurer les coûts des efforts d'adaptation et de mitigation du changement climatique ».

Athena Peralta (Conseil mondial des Églises)

« J'ai commencé à travailler dans une grande compagnie de production cinématographique et de publicité, qui a ouvert une filiale ici en Argentine en 2007. Quand la crise a éclaté, tout a commencé à se compliquer. Le travail a beaucoup diminué et on a même passé un mois sans rien filmer. En janvier, ils m'ont prévenu qu'ils allaient me licencier. J'ai reçu l'indemnisation correspondante et je me suis mise à chercher du travail. Depuis ce temps je n'ai rien trouvé de correct. Le peu qu'il y a, c'est pratiquement du travail d'esclave de 8 ou 9 heures pour un salaire dérisoire. Mes économies fondent et je vis seule dans un appartement en location, je dois donc trouver quelque chose au plus vite. Que devenir sinon ? »

Jeune travailleuse de Buenos Aires, Argentine

◎ RAPPORT NATIONAUX

Les coûts élevés du sauvetage bancaire



Suite à l'effondrement des actions des banques et des entreprises leaders du pays, le gouvernement a lancé un plan de sauvetage bancaire et de garantie des dépôts. Malgré tout, la crise continue de faire augmenter le taux de chômage, alors que le coût du sauvetage bancaire se fait sentir par la montée radicale de l'endettement public, et se répercutera durement sur les prestations de la sécurité sociale.

CNCD - 11.11.11
Arnaud Zacharie
Gaspard Denis

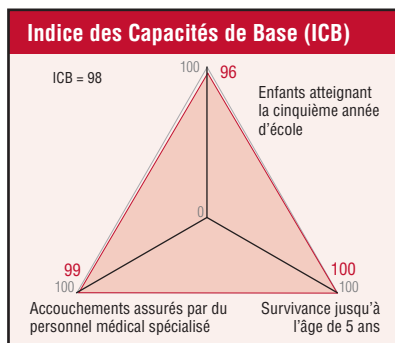
En 2008 deux des plus grandes banques belges, Fortis et Dexia, ont commencé à avoir de graves problèmes, la crise financière ayant frappé d'autres banques. Les actions de Fortis et Dexia, ainsi que celles de la plupart des entreprises belges se sont effondrées. Quelle a été la réaction du gouvernement ? Il a lancé un plan de sauvetage bancaire et de garantie des dépôts. Malgré tout, le coût de l'effondrement financier a été très sévère, non seulement à cause du renflouement de fonds par l'État, mais aussi du niveau très élevé de l'endettement public atteint alors que le pays cherchait à le réduire depuis quinze ans environ.

Pour recapitaliser le secteur bancaire, l'État a dépensé près de 20 milliards d'EUR (29,7 milliards d'USD). À cette somme il faut ajouter les 25 milliards d'EUR (37,2 milliards d'USD) fournis par l'État sous forme de garanties ; ainsi, le chiffre total des aides publiques aux banques atteindrait 45 milliards d'EUR environ (66,9 milliards d'USD). Outre l'endettement, ce sauvetage a provoqué des problèmes budgétaires, une croissance du chômage et des incertitudes quant à la capacité de l'État à maintenir le financement de son modèle social.

Le coût du sauvetage

Les opérations de sauvetage menées par le Gouvernement fédéral et les Entités fédérées ont conduit aussi bien à la nationalisation de Fortis Banque, qu'à la recapitalisation de Dexia Banque, du groupe KBC et de la compagnie d'assurance Ethias. Dans un délai de trois mois, les pouvoirs publics sont réapparus dans le secteur bancaire belge, après presque vingt ans d'absence. Néanmoins, les conditions requises pour les plans de recapitalisation des institutions financières ont été, en grande partie, faibles et peu transparentes. C'est ainsi que les mesures de sauvetage se sont très bien adaptées au vieil adage libéral : « socialisation des pertes, privatisation des profits ».

Concernant la banque franco-belge-luxembourgeoise Dexia, son capital a été augmenté de 3 milliards d'EUR (4,4 milliards d'USD) par les autorités nationales belges (État Fédéral et Entités Fédérées). À son tour, la France a fourni une somme équivalente (2 milliards d'EUR [2,9 milliards d'USD]) à travers la Caisse des Dépôts et Consignations, et 1 milliard d'EUR [1,4 milliard d'USD] à travers l'État, ce qui lui

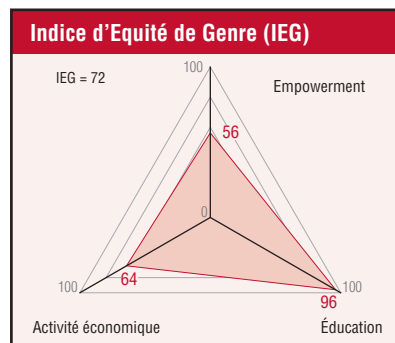


a permis d'augmenter sa participation de 11,5 % à près de 28 % du capital de la banque et d'atteindre, par conséquent, une minorité détenant une capacité de blocage au sein du groupe bancaire. Pour sa part, la banque KBC a bénéficié jusqu'à présent de trois plans de sauvetage successifs. En premier lieu, en octobre 2008, l'État fédéral est intervenu avec une dotation de 3,5 milliards d'EUR (5,2 milliards d'USD). Puis, en janvier 2009, la Région flamande a déboursé 2 milliards d'EUR (2,9 milliards d'USD). Finalement en mai dernier, elle a encore émis des obligations d'État pour un montant de 2 milliards d'EUR (2,9 milliards d'USD) afin de financer le groupe KBC. En tout, ce groupe a reçu jusqu'à présent près de 7,5 milliards d'EUR (11,1 milliards d'USD) des contribuables belges.

En ce qui concerne le sauvetage du groupe belgo-néerlandais Fortis, l'État belge a atteint une participation au capital de 99,93 % en octobre 2008, soit une somme totale de 9,4 milliards d'EUR (14 milliards d'USD). Cependant, dès le début il a exprimé sa volonté de vendre 75 % de la banque au groupe français BNP Paribas. Les actionnaires de Fortis Holding se sont alors opposés au démantèlement de leur groupe en obligeant, à deux reprises, le gouvernement et la BNP à réviser leur contrat de cession de Fortis Banque. La troisième version a été finalement votée par les actionnaires lors de deux assemblées générales ayant eu lieu le 28 et 29 avril 2009 à Gand (Belgique) et à Utrecht (Pays-Bas). En somme, l'État belge a échangé 11,6 % du capital du groupe bancaire français contre le transfert de Fortis Banque à BNP Paribas.

L'envolée de la dette publique

Lorsque la Belgique s'est déclarée en faveur de la monnaie unique européenne au début des années 1990, un problème majeur se posait : le poids de la



dette publique. Alors que les critères de Maastricht exigeaient que la dette d'un état membre soit inférieure à 60 % du PIB, la dette publique belge avait dépassé le seuil de 130 % en 1993 et 1994.

Suite à cela, un plan d'austérité a été mis en œuvre avec des résultats pénibles pour le niveau des dépenses publiques ; il a pourtant permis de réduire petit à petit la dette du pays, qui a diminué à 84 % du PIB en 2007.

À l'heure actuelle, du fait du coût des plans de sauvetage bancaire et de l'impact de la crise financière des finances publiques, le taux d'endettement a connu une flambée atteignant 89,7 % en 2008, tandis que la Banque Nationale de Belgique envisage qu'il arrivera à 103 % en 2010, soit une dette de plus de 30.000 EUR (44.636 USD) par habitant. Le déficit public a sans doute suivi la même courbe : de 1,2 % du PIB en 2008, on attend qu'il grimpe jusqu'à 5,5 % en 2009.

Sécurité sociale et chômage

En raison du déficit public, le financement de la sécurité sociale a été aussi affecté. En 2009 il a enregistré un déficit de 2,4 milliards d'EUR (3,6 milliards d'USD) provoqué par la chute des recouvrements des cotisations sociales et de la TVA. Le gouvernement prévoit une augmentation du déficit de la sécurité sociale de 5,3 milliards d'EUR (7,8 milliards) en 2010.

Finalement, le chômage ne cesse d'augmenter à cause de la récession économique. En juin 2009, 443.574 personnes étaient au chômage, ce qui équivaut à 43.433 nouveaux chômeurs pour une période d'un an.

Le Conseil Supérieur de l'Emploi, qui dépend du Ministère de l'Emploi et de l'Égalité des Chances, a publié en juin 2009 le rapport « Évolution récente

et perspectives du marché du travail »¹, consacré à l'analyse de la crise économique globale et de ses conséquences vis-à-vis de l'emploi.

Selon le document, l'activité a reculé de 1,7 % pendant le premier trimestre 2009 par rapport à la même période de 2008. Après une croissance nulle de l'emploi lors du quatrième trimestre 2008, près de 10.000 postes de travail ont disparu au cours du premier trimestre 2009. Les heures travaillées en emplois temporaires ont continué de baisser après le deuxième trimestre 2008. Cette tendance s'est accentuée en avril avec une chute de 28 % en comparaison avec l'année précédente. La Banque Nationale de Belgique prévoit la disparition de 36.000 postes de travail en 2009 plus encore 80.000 en 2010. Compte tenu de la croissance continue de la population active, le nombre de demandeurs d'emploi augmenterait à 68.000 en 2009 et à 111.000 en 2010. Le taux de chômage passerait donc de 7 % en 2008 à 9,2 % en 2010. ■

1 Voir : <www.emploi.belgique.be/defaultNews.aspx?id=23984>.

Indice des Capacités de Base (ICB) et Indice d'Équité de Genre (IEG)

ICB

L'Indice des Capacités de Base est un indice-résumé, développé par Social Watch¹, qui compare et répertorie les pays en fonction de leur progrès en matière de développement social. Il a été conçu comme un outil pratique de contrôle de l'évolution des indicateurs fondamentaux et dans le but d'établir des comparaisons à l'intérieur et entre les pays. L'ICB évalue la situation dans laquelle se trouvent les sociétés nationales par rapport à certaines capacités fondamentales minimales qui offrent des conditions de démarrage indispensables pour garantir aux personnes une qualité de vie adéquate.

L'indice identifie des situations de pauvreté à partir de trois variables : la survie jusqu'à l'âge de cinq ans, le pourcentage d'enfants qui terminent leurs études primaires et le pourcentage d'accouchements assistés par des professionnels de la santé qualifiés. Ces indicateurs font état de différentes dimensions abordées par les objectifs de développement convenus internationalement (éducation, santé des enfants et santé sexuelle).

D'autre part, contrairement à d'autres indicateurs de pauvreté, comme ceux utilisés par la Banque Mondiale – qui prennent en compte le nombre de personnes vivant avec moins d'un ou deux dollars par jour – ou le classement développé par le PNUD basée sur l'Indice du Développement Humain – qui combine des chiffres de revenus et des indicateurs de santé et d'éducation –, l'ICB, basé sur la dernière information disponible pour chaque pays, est plus facile à élaborer et il peut être appliqué au niveau régional et municipal sans qu'il soit besoin d'entreprendre des enquêtes délicates dans les ménages comme c'est le cas pour les variables basées sur les revenus.

En n'utilisant pas le revenu comme un indicateur, l'ICB – suite à une définition de pauvreté basée sur le niveau de développement des capacités de la

personne et sur la possibilité plus ou moins grande de l'exercice et de la jouissance personnelle des droits de l'Homme – a montré son étroite corrélation avec la mesure d'autres capacités humaines relatives au développement social des pays.

Grâce à cet indicateur on peut assigner une valeur à chaque pays et, ensuite, le comparer aux autres ou évaluer sa propre évolution dans le temps. Les indicateurs de l'ICB atteignent leur valeur maximale quand toutes les femmes reçoivent lors de l'accouchement l'assistance de professionnels de la santé qualifiés, quand aucun enfant, garçon ou fille, n'abandonne l'école avant la fin du primaire et quand la mortalité des enfants se réduit au minimum possible, soit cinq morts de moins de cinq ans sur mille enfants nés vivants. Ces indicateurs s'associent étroitement aux capacités que les intégrants d'une société doivent avoir et qui se consolident mutuellement pour permettre un plus grand développement individuel et collectif. Ils se réfèrent en particulier aux capacités qui réussissent à intégrer les plus jeunes de leurs membres, renforçant ainsi le futur développement des pays.

Il convient de préciser qu'une valeur de l'ICB proche de 100 *n'implique pas nécessairement un niveau élevé* de développement social. Il signifie tout juste que le pays a atteint la couverture universelle quant aux *exigences essentielles minimum requises* pour pouvoir avancer vers un bien-être plus large. Il s'agit là d'un point de départ et non pas d'arrivée.

IEG

Social Watch a développé l'Indice d'Équité de Genre dans le but de rendre visibles et mesurables les situations d'inégalité entre les sexes, ainsi que leur évolution dans le temps pour les différents pays. L'IEG se base sur l'information disponible et comparable au niveau international et permet de positionner et de répertorier des pays en fonction d'une sélection d'indicateurs relatifs à l'inégalité

entre les sexes dans les domaines de l'éducation, de la participation économique et de l'autonomisation.

L'IEG permet de comparer facilement les pays entre eux, à partir d'une lecture directe et déductive. Pour assurer les moyens de mesure, des rapports de proportionnalité, ou des résultats liés au sexe qui permettent de déduire la structure des chances ayant trait à l'inégalité entre les sexes ont été établis.

L'indice mesure le fossé creusé entre les femmes et les hommes, pas leur bien-être. Ainsi, par exemple, un pays dans lequel les jeunes des deux sexes ont pareillement accès aux études universitaires reçoit une valeur 100 dans cette variable, et un pays dans lequel aussi bien les filles que les garçons se retrouvent dans l'impossibilité de terminer leurs études primaires atteindrait aussi la valeur 100. Ceci n'implique pas que la qualité de l'enseignement soit adéquate, juste que les filles ne souffrent pas d'inégalité de participation.

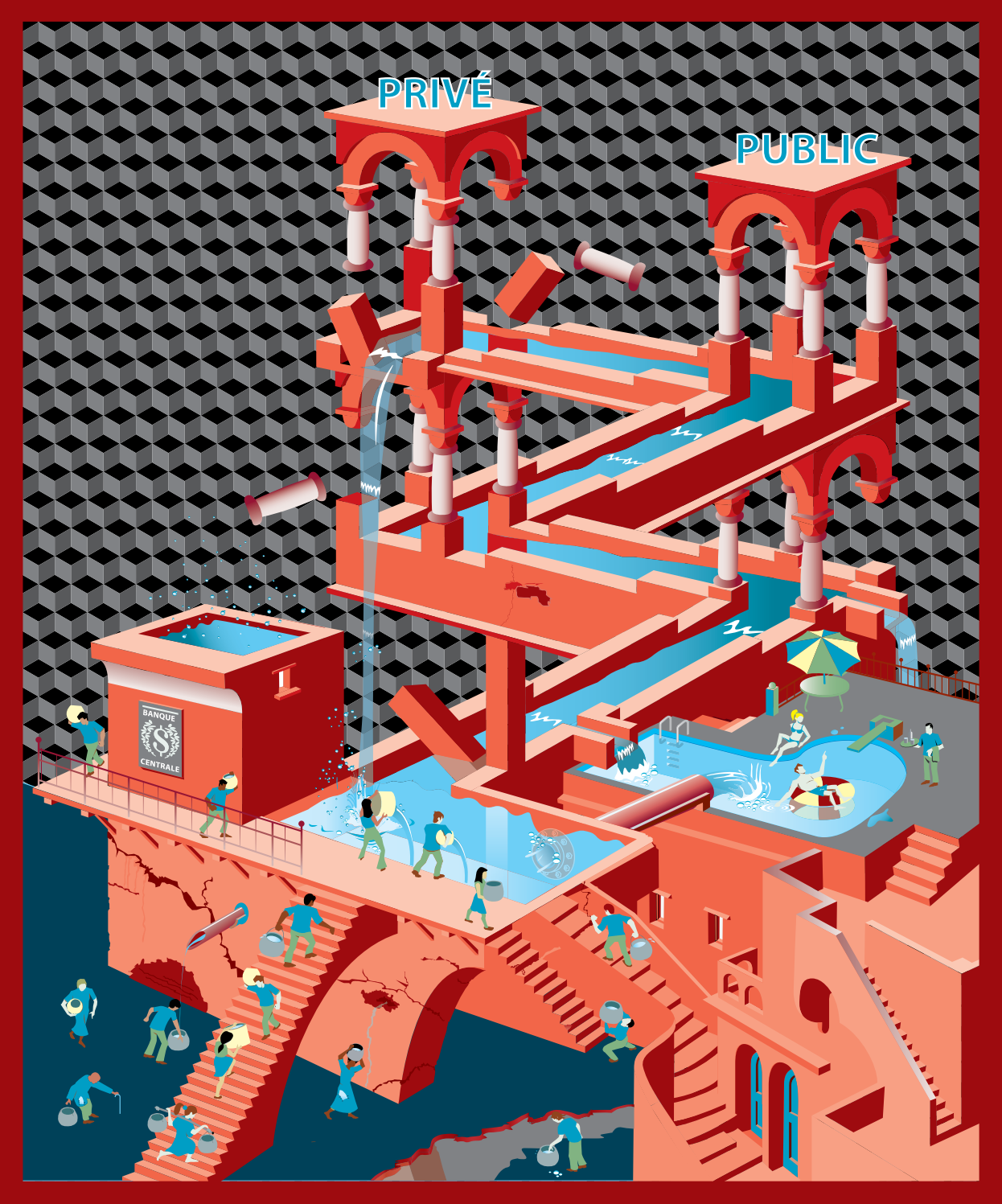
Cette méthode de calcul répond au besoin de refléter toute situation défavorable pour la femme. Pour cela, face à la présence d'un rapport proportionnel qui désavantage la femme vis-à-vis de l'homme, l'IEG est incapable d'atteindre sa valeur maximum (100 points). De sorte que la valeur finale atteinte dépend du degré d'inégalité négative pour les femmes dans un pays ou une région déterminée (en la reflétant de manière inversement proportionnelle : plus l'inégalité est grande, plus faible est la valeur, et vice-versa).

Indépendamment du fait qu'il existe des inégalités positives pour les femmes, aucun indicateur ne peut dépasser les 100 points (égalité parfaite dans la participation)². Cette caractéristique asymétrique fait en sorte que l'IEG ne peut et ne doit être lu comme un pourcentage de participation de la population en termes de rapports entre les sexes, puisque la participation proportionnelle peut être finalement très différente si dans un des indicateurs elle est favorable aux femmes. ■

¹ L'ICB est né à partir de l'Indice de la Qualité de la Vie développé par l'organisation non gouvernementale Action for Economic Reforms-Philippines, dérivé de la Mesure de Pauvreté des Capacités proposée par le professeur Amartya Sen et popularisée par l'Indice du Développement Humain du PNUD.

² On divise la participation relative des femmes dans une situation sociale déterminée (par exemple « professionnels universitaires », dimension Autonomisation) par la participation relative des hommes. Le résultat obtenu est multiplié par 100. Si la valeur obtenue est supérieure à 100 – quand la participation féminine est supérieure à la masculine – on prend 100 comme valeur pour éviter que des participations relatives favorables aux femmes dans des situations particulières ne cachent, dans la valeur finale de l'indice, des participations négatives dans d'autres situations.

Une architecture financière qui a échoué... et comment en construire une nouvelle



La finance est fréquemment expliquée par des métaphores liquides: « flux » d'argent « ruissellement » vers les pauvres des bénéficiaires de la croissance, « fuite » du capital vers les paradis fiscaux... Au premier regard sur cette construction, la plupart des gens y verront une cascade, de la même manière que la plupart des résidents des pays riches pense qu'un énorme flux de leurs contributions fiscales est dirigé vers les pays pauvres, sous forme d'aides, prêts, bénéficiaires commerciaux et annulations de dette. Mais l'eau de la cascade ne parvient même pas aux pauvres... En revanche, elle est détournée et – contre toute logique – elle coule d'aval en amont.

En 2006, Social Watch a utilisé cette illustration, inspirée par la célèbre gravure « Cascade » de MC Escher, comme une métaphore de l'architecture financière internationale. Cette structure offre une place importante aux institutions de Bretton Woods (la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International – FMI), malgré leur échec pour atteindre les objectifs pour lesquels elles ont été créées: assurer la stabilité financière, le plein emploi et le développement. Nous avons soutenu alors qu'un mécanisme mobilisant le capital de peu de ressources (pour les pays à revenu faible ou moyen) se dirigeant là où le capital est abondant est « impossible aussi bien en raison de son manque de sens pratique que de son aspect intolérable » et que l'architecture financière internationale « doit être reconçue de manière urgente ».

Deux ans plus tard, le système financier international s'est effondré,

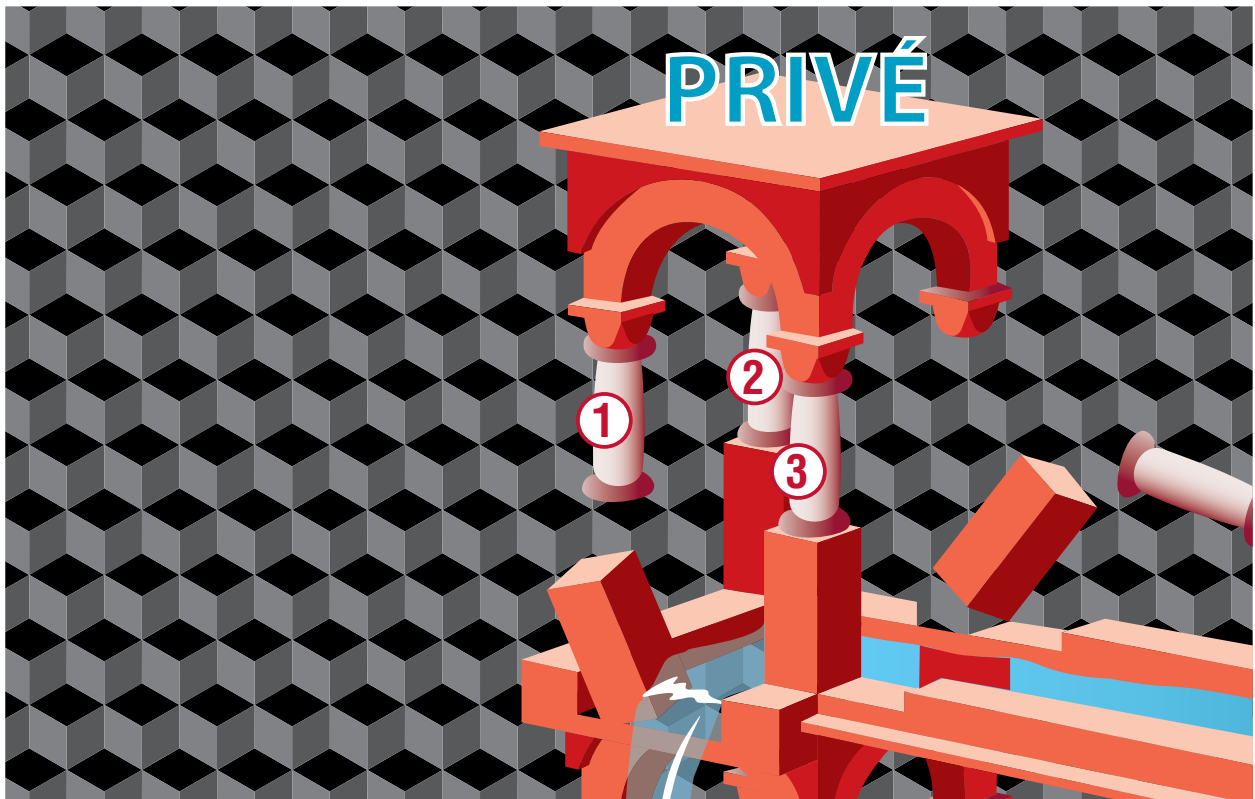


les sources de crédit se sont épuisées et la récession s'est développée comme une pandémie des économies les plus riches aux plus pauvres.

Le besoin d'une réforme substantielle est maintenant largement reconnue, mais il faut encore parvenir à une compréhension commune sur les éléments ayant causé cet échec, avant de décider d'un plan d'action pour une nouvelle architecture financière.

Par ailleurs, il existe un consensus croissant sur la nécessité immédiate de compenser l'activité décroissante du secteur privé et des marchés déficients avec des « packages » de relance économique. Plus de 10 billions d'USD ont été dépensés dans le monde en subventions ou réductions fiscales

profitant à des corporations, à des banques et aux riches, mais ceci n'a pas suffi à renouveler le crédit ni à stimuler les frais contre-cycliques. Les banques sont réticentes pour prêter de l'argent à des entreprises à l'avenir incertain, tandis que les consommateurs préfèrent économiser au lieu de dépenser. Mais les gens qui vivent dans la pauvreté, dans les pays riches ou en développement, dépenseront chaque centime reçu. Étant donné que les gens qui vivent dans la pauvreté n'ont pas la possibilité de différer la consommation, le meilleur plan de relance face à la crise économique mondiale est d'investir en eux. Ceci n'est pas simplement un principe de base de justice. Il s'agit aussi de bon sens économique.



① LA SPÉCULATION SUR LES PRODUITS DE BASE¹

L'explosion des prix des produits de base entre 2002 et la première moitié de 2008 a été la plus marquée depuis des décennies. La diminution des prix depuis la deuxième moitié de 2008 est remarquable de netteté et de par le nombre de produits de base touchés. La hausse des prix pour une série de produits de base impose une lourde charge sur beaucoup de pays en développement qui dépendent des importations d'aliments et d'énergie et a contribué à la crise alimentaire dans de nombreux pays pendant les années 2007-2008. De même, la chute des prix dans le deuxième semestre 2008 a été une des principales voies par lesquelles la décélération radicale de l'activité économique et financière dans les principaux pays industrialisés a été transmise au monde en développement.

La forte augmentation soutenue des prix des produits de base entre 2002 et la première moitié de 2008 a été accompagnée par une croissante présence d'investisseurs financiers. Ce « financement » des marchés d'articles de consommation a suscité des préoccupations du fait que beaucoup d'évolutions récentes de plusieurs prix de produits de base – et spécialement l'augmentation excessive en 2007-2008 suivi du sévère recul ultérieur – aient été fondamentalement stimulées par la gestion menée par les financiers d'investissement sur les biens de consommation en forme d'actif.

② LES FONDS DE COMPENSATION ET « L'ÉCONOMIE DE CASINO »

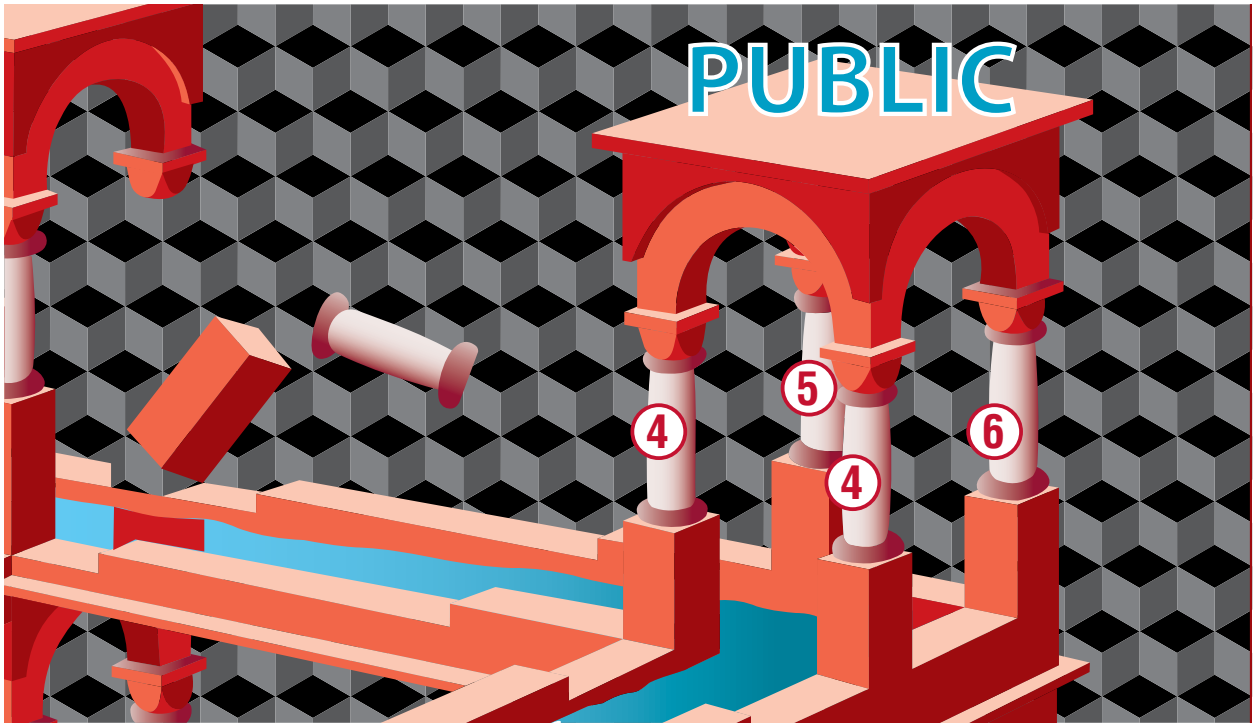
Le bon sens et les mathématiques de base disent qu'on ne peut pas gagner de l'argent de manière durable au casino. De même, il n'existe pas de marché là où tout le monde peut gagner au-dessus de la moyenne des bénéficiaires, et aucun investissement financier ne peut payer à long terme plus que les activités économiques réelles sur lesquelles il se base. Toutefois, comme les investisseurs continuent à croire qu'ils peuvent défier les lois de la gravité, de nombreuses économies ont été attirées par les fonds de compensation et d'autres « instruments financiers innovateurs », approuvés par d'irresponsables qualifications de crédit triple-A. Pendant quelque temps, les meilleurs rendements atteints par les fonds de compensation se sont produits au prix d'un risque accru. Ce risque accru est produit par l'effet de levier, – le degré auquel un investisseur utilise de l'argent prêté –, souvent à plusieurs niveaux. Dans ce sens, les investisseurs pourraient s'endetter pour investir dans des fonds de fonds, lesquels, à leur tour, demandent des prêts pour investir dans des fonds de compensation qui, de nouveau, utilisent des dérivés pour opérer l'effet de levier sur eux-mêmes. Toute cette pyramide, pas très différente des frauduleux « schémas de Ponzi » de Bernard Madoff, est tombée comme un château de cartes en septembre 2008 et, avec elle, la croyance établie que la libéralisation non régulée et le non-interventionnisme des États apporterait la prospérité.

③ AGENCES DE QUALIFICATION DE CRÉDIT

Finch, Moody's et Standard et Poor's, entre autres, sont des entreprises qui assignent des qualifications d'obligations et autres titres de créance de dette, émis par de grandes entreprises ou des gouvernements et commercialisés sur le marché. Les « documents » à risque payent des intérêts plus élevés, alors que les obligations qualifiées AAA payent moins, mais elles sont censées être sûres. Les investisseurs à long terme, comme les fonds de pensions, sont fréquemment obligés par la loi d'acheter exclusivement des papiers-valeur qualifiés AAA.

Les agences de qualification de crédit ont complètement échoué, comme la crise financière des hypothèques surprimées l'a démontré aux États-Unis, et beaucoup d'investissements supposés sûrs se sont avérés de fait n'avoir aucune valeur. Avec la chute de Wall Street en septembre 2008, on estime que 50 billions d'USD de richesse « ont été détruits » dans la mesure où des économies dans des actions, fonds d'investissement et autres obligations ont radicalement perdu leur valeur. La Commission de la Bourse de Commerce du Gouvernement des États-Unis fait actuellement une enquête sur les pratiques anticoncurrentielles de ces trois agences de qualification de crédit et sur les conflits d'intérêts, puisqu'elles qualifiaient la dette de ces mêmes entreprises, source d'une grande partie de leurs revenus.

¹ (Extrait du Rapport de la CNUCED *La Crise Économique Mondiale*, 2009)



④ LE FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL ET LA BANQUE MONDIALE²

Le sommet de Londres du G20 (un groupe *ad hoc* des 22 pays les plus puissants économiquement) a promis de redresser l'économie mondiale en prenant des mesures dans des secteurs cruciaux comme le rétablissement de la croissance, l'emploi, la confiance et les prêts, le renforcement du règlement financier, le financement et la réforme des institutions financières internationales (IFI), rejetant le protectionnisme et à la recherche de récupération grâce à une économie verte.

Cependant, le seul compromis financier notoire a consisté à annoncer l'injection, par des différentes voies, de 1.1 billions d'USD dans le FMI, la Banque Mondiale (BM) et dans les banques régionales de développement. Étant donné l'évident manque de consensus politique entre les principaux membres du G20, le seul accord conclu sur une action immédiate a consisté à augmenter les ressources des institutions financières internationales, dont les décisions, depuis leur création, ont été contrôlées par les États-Unis et les pays européens.

Toutefois, les bénéfices de cette importante augmentation du financement – particulièrement pour le FMI, qui sera doté d'un extra de 750.000 millions d'USD – ne peuvent pas être comparés aux répercussions positives potentielles d'une relance budgétaire coordonnée. Ainsi que les experts en économie l'ont signalé, les fonds du FMI procurent de l'aide aux économies mondiales si les pays obtiennent des prêts du Fonds, alors que les efforts de relance budgétaire renforcent la demande totale globale.

La décision du G20 de canaliser des fonds principalement par le biais du FMI, au lieu de proposer une assignation de fonds plus diverse, favorise les mécanismes pour imposer aux pays en développement le même type de politiques pro-cycliques et de contraction qui ont contribué à créer la crise.

Le renouvellement, aussi bien du capital du FMI que de la BM, s'est effectué sans aucune réforme préalable des conditions concernant les institutions. En revanche, les seules réformes clés décrites impliquent de mettre fin au monopole Europe-États Unis dans la direction des deux institutions et les réformes de la gouvernance pour augmenter les quotes-parts et la participation des pays en développement qui, cependant, ne seront pas étudiées ni appliquées, jusqu'en 2011 (pour le FMI) et 2010 (pour la BM).

Alors qu'ils parviennent à leurs fins sans approfondir les conditions de réforme, le Fonds et la Banque exigent presque toujours des réformes des politiques de leurs pays membres emprunteurs pour la concession de prêts.

⑤ BANQUE DE PAIEMENTS INTERNATIONAUX (BIS)

Avec son siège à Bâle, Suisse, la BIS est en général ignorée du grand public, bien qu'elle soit la première organisation financière internationale, créée en 1930, et soit actuellement un pilier fondamental de l'architecture financière internationale. En tant que banque, la BIS fournit des services uniquement à ses membres, les banques centrales de 55 pays développés et de recettes moyennes. En tant que « forum » informel, il est la clé pour décider des réglementations bancaires, qui sont élaborées par le Comité de Bâle sur le Contrôle Bancaire et du Forum

de Stabilité Financière (FSF, sigle en Anglais). Le Sommet du G20 a élevé la catégorie du FSF à celle d'Assemblée de Stabilité Financière (FSB, sigle en Anglais), étendu son adhésion à tous les pays du G20 et l'a chargé du contrôle de la stabilité financière mondiale et de la promotion d'une réforme à moyen terme. Quelques critiques manifestent la crainte que cette tâche viole la souveraineté nationale, tandis que d'autres soutiennent que le FSB manque de pouvoir pour obtenir quoi que ce soit. Dans un passé récent, le BIS et ses Comités de Bâle ont été responsables de la rédaction des réglementations et des codes financiers et monétaires qui ont entièrement échoué pour garantir la stabilité financière.

⑥ ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE (OMC)³

L'actuelle Ronde de négociations commerciales de Doha inclut les services financiers. Les pays développés et leurs institutions financières pressionnent un groupe de pays en développement pour qu'ils ouvrent leurs marchés financiers, en permettant, par exemple, l'établissement de banques étrangères et en libérant les flux financiers et les services transfrontaliers. Si les négociations se terminent avec les lignes directrices proposées, les pays en développement devront adopter le type de libéralisation financière qui les rendra plus vulnérables.

Cela signifierait aussi que les pays qui souhaitent observer les politiques proposées par la Commission Stiglitz pour réguler les flux financiers, institutions et instruments, pourraient être en train de violer leurs nouveaux compromis avec l'OMC.

2 (Extrait d'une analyse de Bhurika Muchhala)

3 (Extrait d'une analyse de: Réseau du Tiers Monde)



C'est un paradoxe que les chefs du G20 fassent appel en même temps à une meilleure réglementation du financement mondial et au « succès de la Ronde de Doha », entraînant précisément le contraire.

⑦ FUITE DES CAPITAUX⁴

Chaque année les pays en développement perdent jusqu'à 124.000 millions d'USD dans des recettes provenant d'actifs extraterritoriaux qui sont retenues dans des paradis fiscaux. Au moins 6.2 billions de la richesse des pays en développement est retenue offshore par des individus, ce qui prive les pays en développement d'entre 64.000 millions d'USD et 124.000 millions d'USD de recettes fiscales.

Si l'argent transféré par les entreprises à l'étranger était inclus, ce chiffre serait bien supérieur. Les pertes dépassent les 120.000 millions d'USD dans des aides à l'étranger que les pays en développement ont reçu en 2008. Et la fuite de capitaux est un problème croissant : De 200.000 millions d'USD à 300.000 millions d'USD supplémentaires sont chaque année transférés à l'étranger.

⑧ LE CRIME PAIE

La circulation transfrontalière du profit global provenant des activités criminelles de corruption et d'évasion fiscale atteint 1-1,6 billions d'USD par an, la

moitié provenant des économies en développement et en transition.

Antonio Maria Costa, directeur exécutif du Bureau de l'ONU contre la Drogue et l'Infraction, a prouvé que « dans de nombreux cas, l'argent de la drogue est le seul capital liquide d'investissement » et, par conséquent, l'argent produit par le commerce illicite de drogues a été utilisé pour maintenir les banques à flot pendant la crise financière mondiale.

⑨ LE DÉFICIT DÉMOCRATIQUE

Moins d'un tiers des pays du monde intègrent les institutions de Bâle, mais leurs décisions se transforment en réglementations financières internationales de facto qui sont appliquées partout. La majorité sont des pays membres des institutions de Bretton Woods, mais les votes sont assignés par des quotes-parts basées principalement sur le pouvoir économique relatif dont ils jouissaient il y a des décennies. Les États-Unis, avec 16 % des votes, a un pouvoir de veto, puisque les décisions exigent 85 % des votes. À l'OMC chaque pays a une voix, mais les décisions clés sont prises par un « consensus » automatique qui donne un réel pouvoir de négociation aux principales puissances commerciales et laisse les petits pays impuissants.

Voici les mots d'Amartya Sen : « la question centrale en conflit n'est pas la globalisation elle-même, ni le marché comme institution, mais l'inégalité dans le bilan général des ajustements institutionnels, provoquant une distribution très inégale des avantages de la globalisation ».

⑩ PARADIS FISCAUX

L'impôt, qui est la base d'un bon gouvernement, est la clé de la richesse ou de la pauvreté des nations. Mais les paradis fiscaux, qui offrent le secret, des impôts faibles ou inexistantes, et des règlements laxistes (ou un mélange des trois) permettent aux grandes entreprises et aux individus riches de profiter dans leurs pays de résidence de bénéfices fiscaux – comme une bonne infrastructure, l'éducation et un état de droit – alors qu'ils utilisent le monde offshore pour fuir leurs responsabilités de paiement, pendant que le reste du monde en porte le poids sur ses épaules. Des calculs effectués par le Réseau Justice Fiscale suggèrent qu'environ 11.5 billions d'USD de la richesse privée « des individus avec un pouvoir d'achat élevé » est retenu dans des paradis fiscaux, non déclarés en grande partie, et, par conséquent, probablement dégrevés – dans leurs pays de résidence. Les bénéfices obtenus en grevant seulement cette richesse individuelle – sans parler de sommes sans aucun doute plus grandes perdues en raison des fraudes et des évasions fiscales des corporations – dépasseraient largement toute augmentation réaliste dans les budgets d'assistance au développement. La recette mondiale annuelle qui provient de ces actifs non déclarés arrive probablement aux environs de 860.000 millions d'USD. Grever cette recette à un taux modéré de 30 % produirait autour de 255.000 millions d'USD annuels, suffisants pour financer les Objectifs de Développement du Mil-

4 (Extrait d'Oxfam International, « Tax haven crackdown could deliver USD 120 billion a year to fight poverty »)



lénaire (ODM) dans sa totalité. Dit de manière simple, si seulement les très riches payaient dûment leurs impôts, on pourrait financer des mesures pour réduire la pauvreté mondiale de moitié.

11 REMISES

Depuis 1995, les envois de fonds contribuent avec plus d'argent que tous les programmes officiels d'assistance au développement dans leur ensemble. Au Mexique, les envois de fonds effectués par les émigrants sont devenus indispensables pour 21 % des familles. Les envois de fonds au Mexique ont été réduits de presque 6 % en janvier 2009, suite à la récession de l'économie des États-Unis et de la politique contre les immigrants.

12 L'AIDE AUX PAUVRES ARRIVE AU COMPTE-GOUTTES⁵

Il y a presque 40 ans, les pays riches ont décidé de venir en aide aux pays pauvres avec une assistance au développement en prélevant 0,7 % de leur PIB. La moyenne de l'aide distribuée chaque année n'a jamais dépassé 0,4 % et le déficit s'est accumulé à plus de 3,6 billions d'USD, tandis que le total de l'aide distribuée dans cette période a atteint 2,7 billions

d'USD. D'autre part, les chiffres officiels d'Assistance Officielle pour le Développement (AOD) tendent à inclure une diminution de la dette et du soutien aux étudiants et aux réfugiés dans les pays donateurs, dénaturant ainsi la valeur réelle de l'aide sollicitée: l'exercice d'AOD, excluant la diminution de la dette du soutien aux étudiants et aux réfugiés, est resté inchangé à 0,22 % du PIB en 2005, 2006 et 2007.

13 LES FEMMES ET LES PAUVRES SONT LES PLUS TOUCHÉS

Les pauvres dans le monde ont été affectés par une crise dont ils ne sont pas responsables.

Selon des estimations, en 2009, 53 millions de personnes tombent dans l'extrême pauvreté et de 200.000 à 400.000 bébés meurent à cause de la chute de la croissance. Les femmes sont touchées de façon disproportionnée. Elles sont les premières à perdre leurs postes de travail et les dernières à les récupérer, on leur impose de compenser la réduction des services de santé et d'éducation prêtés par les gouvernements et elles subissent l'augmentation de la violence domestique proportionnelle à celle du chômage.

Les pays à faibles revenus font face à un déficit financier de 270.000 à 700.000 millions d'USD en 2009. Toutefois, alors que l'on a trouvé plus de 2 billions

d'USD pour relancer les économies du Nord et les marchés émergents, les pays les plus riches ont assigné un peu plus de 5 % du financement supplémentaire au développement, nécessaire à la compensation des pays à faibles revenus. Les pays africains feront face seuls à une diminution réelle des revenus de 49.000 millions d'USD entre début 2007 et fin 2009. Déjà durement frappés par la hausse des prix des aliments et de l'énergie qui ont causé la hausse de l'inflation, ainsi que la pénurie d'aliments et la faim généralisée, les pays pauvres voient de quelle façon la demande de leurs exportations diminue au même titre que l'envoi de fonds de leurs familles travaillant dans les pays industrialisés.

14 LE PLUS GRAND POIDS RETOMBE SUR LES PETITS CONTRIBUANTS DES PAYS PAUVRES

Si les pays à faibles revenus contrôlaient leurs impôts, renforçaient leurs administrations financières et supprimaient les exonérations fiscales pour les investisseurs transnationaux – afin que la proportion des recettes publiques du produit interne brut (qui était de 12 % en 2003) – s'élève au niveau moyen des pays riches (26 % en 2003), les recettes de leurs gouvernements augmenteraient approximativement de 140.000 millions d'USD par an. ■

5 Sources : OCDE (avril 2009) et *La réalité de l'aide 2008*.

Une réponse à la crise financière et économique envisagée sous l'angle des droits de l'homme

Aldo Caliari
Center of Concern (COC)

L'ampleur de la crise dévoile un aspect tout à fait nouveau sur les conséquences de l'approche traditionnelle des droits de l'homme et de la régulation de la finance. Ce modèle impose aux défenseurs des droits de l'homme la vision que les questions de régulation financière sont strictement techniques et doivent rester entre les mains des experts, et que les politiques et les inquiétudes liées aux droits de l'homme doivent être envisagées indépendamment des questions de régulation financière ou simplement réduites au point de vue des experts de la finance sur ce sujet.

De même, il n'est pas difficile de trouver du soutien pour l'idée que, partout dans le monde, la crise aura un effet considérable sur les droits de l'homme. Il est prévu que la pauvreté augmente

de 53 millions de personnes dans le monde. Mais même ce chiffre semble être optimiste, puisqu'il est fondé sur la définition de pauvreté de la Banque mondiale que beaucoup mettent en doute, et qui sous-estime probablement la quantité réelle de pauvres. La dégradation de l'état nutritionnel et de santé des enfants qui ont une consommation insuffisante d'aliments (soit en moindre quantité, soit en pire qualité) peut se révéler irréversible. Les évaluations suggèrent que la crise alimentaire a déjà augmenté de 44 millions le nombre de personnes qui souffrent de dénutrition.

En raison de tous ces effets et en accord avec le consensus concernant l'origine de la crise, il faut conclure que les décisions prises concernant la régulation financière ont des conséquences tangibles pour la jouissance des droits. Une réponse à la récession financière et économique qui se centre sur les droits de l'homme n'est pas seulement une question de justice, mais elle permettra aussi que

les réformes du système financier et économique soient plus durables et résistent mieux aux crises futures.

Les principes fondamentaux en matière de droits de l'homme incluent la participation sociale, la transparence, l'accès à l'information, la protection juridique et la responsabilité publique. L'ONU, en tant que gardien du cadre légal international, est le forum le plus adéquat et légitime pour débattre les réformes nécessaires à la restructuration du système économique et financier international sur la base des droits de l'homme.

On devrait s'attendre à un sombre héritage laissé par cette crise financière, beaucoup plus sombre que celui laissé par n'importe quelle autre crise que cette génération ait connue. Mais ceci s'accompagne d'un héritage d'idées importantes qui ne peuvent plus être négligées et qui devraient être le centre de la restructuration du système économique mondial. ■

L'égalité de genre et la crise financière

Nancy Baroni
Canadian Feminist Alliance for International Action
Mirjana Dokmanovic, PhD
Association Technology and Society, Serbia
y Women in Development Europe (WIDE)
Genoveva Tisheva
Bulgarian Gender Research Foundation y
Bulgarian-European Partnership Association
Emily Sikazwe
Women for Change

Les femmes des pays en développement sont les plus touchées par la crise financière. Leur contrôle sur la propriété et les ressources est plus faible, elles sont majoritaires dans les travaux les plus vulnérables ou au forfait, elles gagnent moins et leur protection sociale est plus faible ; c'est pourquoi les femmes, et leurs enfants, sont les plus vulnérables face à la crise.

Les approches gouvernementales pour lutter contre la crise économique et financière ne sont en

général pas fondées sur les principes d'égalité ou des droits humains.

Les réactions face à la crise économique supposent la réduction du financement pour les mécanismes d'égalité de genre et la mise en pratique des lois sur la matière, ce qui mettra en danger les réussites obtenues et renforcera inévitablement les stéréotypes existants.

Lors de la conférence de haut niveau de l'ONU sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement (24-26 juin 2009), le Groupe de travail des femmes a rappelé aux états membres de l'ONU que les femmes ne peuvent plus attendre et que c'est le moment d'agir sur la réforme fondamentale de l'architecture financière mondiale. En dépit de l'appel à l'action unanime des organisations de la société civile, le document final de la conférence n'a pas comblé les attentes.

Les organisations de la société civile, y compris les organisations et les réseaux de femmes,

demandent une approche du développement fondée sur les droits. Une révision de la mise en œuvre de cette approche par les agences de l'ONU montre qu'elle pourrait être efficace pour l'éradication de la pauvreté, le développement de la démocratie et des droits humains et le soutien aux groupes les plus vulnérables, en particulier les femmes, pour qu'elles participent dans les prises de décisions.

Cependant il est nécessaire d'améliorer cette approche afin d'aborder efficacement les besoins des femmes et d'améliorer les rapports d'égalité de genre. Il existe plusieurs défauts dérivés de la généralisation excessive, des faibles mécanismes de mise en œuvre et de l'application insuffisante du concept des droits humains.

Une étude de genre montre que cette approche suppose l'élaboration d'instruments d'analyse appropriés pour comprendre les inégalités inhérentes aussi bien à l'économie de marché néolibérale qu'aux rapports de genre. ■

La crise mondiale et le prix des aliments

Sophia Murphy

Consultante principale, Trade and Global Governance Programme (Programme sur le Commerce et la Gouvernance Mondiale)

Institute for Agriculture and Trade Policy (Institut pour l'Agriculture et la Politique Commerciale)

Avec une hausse commencée en 2005 et atteignant son point maximal en juillet 2008, les prix des produits agricoles ont atteint leur plus haut niveau depuis les trente dernières années sur les marchés mondiaux.

Les personnes pauvres dépensent plus de 50 % de leurs revenus en alimentation, alors que les plus pauvres en dépensent 80 % ou plus.

La diminution de l'offre est fréquente dans le secteur agricole. Généralement, un déficit de l'offre provoque une augmentation de la production ; ceci, dans le but d'obtenir des prix plus élevés (les agriculteurs tendent à semer en fonction d'une récolte pouvant être vendue au prix fort).

Eau. L'agriculture irriguée représente presque 70 % de l'utilisation mondiale d'eau. Elle produit 40 % des aliments au niveau mondial sur 20 % des terres agricoles de la planète.

Réserves. Les réserves mondiales d'aliments se sont réduites de moitié depuis 2002. On estime que, de nos jours, le monde possède des réserves pour deux mois environ, ce qui représente le quota minimal recommandé par la FAO au cas où l'approvisionnement serait interrompu.

Coûts de production. Le prix des engrais, du pétrole, des pesticides et des semences ont augmenté abruptement lors de la période 2007/2008.

Sécheresse. A présent, la sécheresse est de plus en plus fréquente et bien plus répandue qu'à tout autre moment de l'histoire récente ; ceci, du fait de la désertification et de la déforestation, d'une planification urbaine déficiente et de l'utilisation excessive des réserves d'eau souterraine.

Changement climatique. Le changement climatique affecte les précipitations et les températures, toutes les deux essentielles pour la productivité agricole.

Population. Chaque année, la population mondiale totale augmente de 78 millions d'habitants.

Habitudes alimentaires. Encore plus important : les habitudes alimentaires changent en permanence. Chaque année, il y a plus de personnes qui mangent à la manière des occidentaux riches.

Biocarburants. Les biocarburants (aussi dénommés agrocarburants) sont des carburants liquides, fabriqués à partir de matières végétales. Actuellement, la plupart des biocarburants végétaux sont fabriqués à partir de la canne à sucre, du maïs, du colza, de l'huile de palme et du soja.

Spéculation. La plupart des produits agricoles sont négociés dans les bourses du monde entier.

Investissement. Les gouvernements, dans le monde entier, ont libéralisé considérablement les lois sur les investissements depuis l'apparition des programmes d'ajustement structurel et de la prolifération des traités commerciaux bilatéraux et régionaux.

Commerce. Les traités commerciaux au niveau régional et international ont changé la relation des prix mondiaux sur les marchés alimentaires internes.

L'échec de l'éradication de la faim est le résultat de choix politiques. Nous savons comment mettre en œuvre une agriculture plus durable. Nous savons comment mieux réglementer les marchés. Nous savons que la sécurité alimentaire doit être construite à partir d'une forte base locale. ■

Justice pour refroidir la planète

PRRM/Social Watch Filipinas

Isagani R. Serrano

Dans les années 1880, dès que nous avons commencé à utiliser des combustibles fossiles et que nous avons installé la société industrielle actuelle, la concentration de dioxyde de carbone (CO₂) dans l'atmosphère était équivalente à 280 parties par millions (ppm). Pendant les années 1950 elle avait atteint 315 ppm. Lorsqu'à la fin des années 80, le scientifique de la NASA James Hansen a donné l'alerte pour la première fois à propos des changements climatiques, il a fixé à 350 ppm le niveau maximal « si l'humanité désire préserver une planète qui ressemble à celle où se sont développées les civilisations et à celle à laquelle est adaptée la vie sur la Terre ».

Dans le même temps, il y a de plus en plus d'indices indiquant que le pire des scénarios possibles pourrait se produire plus tôt qu'on ne se l'imaginait. Les phénomènes extrêmes tels que les orages, les inondations et la sécheresse ont des conséquences dévastatrices sur les ressources hydriques, la sécurité alimentaire, l'agriculture, les écosystèmes, la biodiversité et la santé humaine.

Un monde plus équitable a de meilleures possibilités de survie et d'adaptation aux changements climatiques. Le monde serait plus résistant si l'on fixait des limites à la croissance (même si les limites redoutées ont déjà été dépassées) et si l'on établissait l'équité entre et au sein des pays et des communautés, entre les hommes et les femmes, entre les générations actuelles et futures.

Les changements climatiques n'épargnent ni les riches, ni les pauvres, mais ils ont des conséquences néfastes principalement sur les populations pauvres, bien que, dans ce cas, leur responsabilité soit moindre.

La solution pour éviter la catastrophe est claire et évidente : les riches des pays riches et des pays pauvres doivent céder davantage pour que les pauvres et nous tous, puissions vivre de manière durable.

Les pays à fortes émissions doivent s'engager à réduire leurs émissions de GES de manière radicale, profonde et contraignante, par rapport aux niveaux de 1990, et à assister les pays en voie de développement avec de l'argent « flexible » et de la technologie propre. La contraction exigée est énorme quel que soit le scénario de stabilisation d'émissions convenu. Il est prévu

une variation entre 25 % et 50 % de réduction ou plus entre 2020 et 2050. La réduction comprend les six gaz inclus au Protocole de Kyoto : CO₂, méthane (CH₄), oxyde d'azote (N₂O), hydrofluorocarbones (HFC), perfluorocarbones (PFC) et hexafluorure de soufre (SF₆) – traduits en tonnes de CO₂ équivalent (t CO₂e) sur les inventaires de GES de chaque pays.

L'agriculture et la pêche durable, le reboisement et la gestion durable des bassins hydrographiques et la gestion écologique des ressources constituent des voies d'adaptation pouvant aider à refroidir la planète. La sécurité alimentaire exige un changement radical au niveau de l'agriculture, une position soutenue depuis longtemps par les mouvements de producteurs agricoles dans le monde entier.

Paradoxalement, si cette récession est durable et profonde, ce sera peut-être mieux pour tous. Moins de croissance implique moins d'émissions de gaz et moins de pression sur l'environnement. Une production plus propre et la réduction universelle de la consommation par habitant impliquent une diminution de l'empreinte de carbone et – pourquoi pas – un mode de vie plus sain. ■

Les obligations des entreprises transnationales envers les droits humains et le rôle de la société civile

Jana Silverman

Social Watch

Alvaro Orsatti

Confédération syndicale des Travailleurs et Travailleuses des Amériques

En règle générale, les entreprises – en particulier les compagnies transnationales – sont des entités privées non gouvernementales, soumises uniquement aux lois nationales du pays dans lequel se trouve leur siège central ou à celles qui régissent les pays dans lequel elles ont effectué des investissements. Même si ces compagnies ont parfois une présence significative dans de nombreux pays, techniquement elles ne sont pas considérées comme des personnes morales sur le plan international – statut qui se limite aux Etats et à quelques organisations intergouvernementales comme l'Union européenne ou l'ONU. Cela signifie globalement que les entreprises ne sont pas assujetties aux droits et obligations de la loi internationale, y compris la loi internationale sur les droits humains.

Cependant, dans la pratique, on revient progressivement sur cette interprétation. Des universitaires

contemporains plaident pour concéder aux entreprises transnationales des droits néo-féodaux ou corporatifs.

Aujourd'hui, les obligations se référant à la promotion et la protection des droits humains commencent à être effective, tant dans la théorie que dans la pratique, plus explicites pour les acteurs non publics – comme les entreprises commerciales.

De plus, un nombre croissant de compagnies conçoivent et mettent en pratique des politiques spécifiques sur les droits humains. Plus de 240 entreprises ont stipulé leurs propres directives et plus de 5200 compagnies font partie des membres actifs du Pacte mondial de l'ONU, une initiative multisectorielle qui engage les entreprises à respecter les principes universels relatifs aux droits humains, environnementaux et du travail, ainsi qu'aux pratiques d'anticorruption.

La modification de la relation entre entreprises et droits de l'homme est étroitement liée à l'apparition de la RSE, définie par la Commission européenne comme un « concept dans lequel les entreprises intègrent les préoccupations sociales, environnementales et économiques dans leurs activités commerciales et dans leurs interactions

avec d'autres agents intéressés, sur une base volontaire ». Bien que depuis au moins les années 1950, certaines compagnies aient mis en pratique des programmes philanthropiques au profit de leurs employés, des communautés locales et de la société en général, le concept actuel est différent. Il encourage l'incorporation des droits humains, sociaux et environnementaux comme partie intégrante des stratégies des entreprises, non dans le but de répondre à un impératif moral ou éthique sinon tout simplement en tant que bonne pratique d'entreprise pouvant minimiser les risques et améliorer les performances de la compagnie.

L'expérience des syndicats dans l'utilisation d'instruments de RSE provient d'une stratégie définie par la Confédération syndicale internationale (CSI) dans le domaine international. Selon cette stratégie, les compagnies ont « une responsabilité interne » envers leurs employés qui devrait être réglementée et de caractère obligatoire. Les mécanismes de mise en œuvre comprennent la Déclaration tripartite de l'OIT, les lignes directrices de l'OCDE sur les multinationales et les accords-cadres internationaux (ACI) issus des négociations entre les Fédérations syndicales internationales et les entreprises multinationales. ■

La crise économique mondiale et les pays les moins avancés : préoccupations des citoyens

Arjun Karki

LDC Watch

Quarante-neuf pays sont actuellement désignés par les Nations-Unies comme étant « les pays les moins avancés » (PMA), dont la population totale s'élève à environ 750 millions de personnes.

La crise économique mondiale actuelle n'a pas ébranlé uniquement les fondations des économies les plus puissantes, les marchés boursiers et les institutions financières les plus influentes du monde ; elle a également mis en danger les petites économies des PMA déjà si fragiles, et a entraîné des millions de femmes, d'hommes et d'enfants dans la pauvreté et les privations accrues.

La crise alimentaire sans précédent provoquée par l'impressionnante hausse des prix a engendré des « émeutes de la faim » qui ont ébranlé plus de 30 PMA dans lesquels les travailleurs et les habitants des campagnes ne peuvent plus acheter les aliments de base pour survivre. On citera notamment les mouvements de protestation

pour le prix des céréales au Cameroun, en Côte d'Ivoire, en Ethiopie, à Haïti, à Madagascar, en Mauritanie, au Mozambique, au Sénégal et dans d'autres pays d'Afrique, ainsi que les marches d'enfants affamés au Yémen.

Etant donné que dans les PMA, la plupart des personnes pauvres dépendent de 70 à 80 % de leurs revenus en alimentation, la hausse radicale du prix des aliments de base a eu de très graves conséquences.

La préoccupation des PMA pour les denrées alimentaires, l'eau et la sécurité énergétique s'intensifie en raison de la crise climatique qui met en péril les objectifs de croissance économique inclusive et durable du point de vue environnemental.

Il est également prévu une réduction des flux de l'aide publique au développement (APD) vers les PMA car les gouvernements des pays développés détournent les fonds alloués à l'APD pour relancer leurs propres économies et continuer à renflouer les institutions financières qui ont été au cœur de la crise économique.

Les envois de fonds vers les PMA de la part de ceux qui travaillent dans d'autres pays sont également en diminu-

tion, les travailleurs migrants ayant perdu leurs emplois en raison de la récession économique dans les pays où ils résident. Le FMI prévoit une chute d'entre 4 et 8 % pour 2009.

Cette situation qui appauvrit et rend encore plus vulnérables des millions de personnes des PMA exige des actions immédiates et urgentes. Pour surmonter la crise économique mondiale et créer un environnement propice au développement dans les PMA, il s'avère essentiel que la communauté internationale et les gouvernements des PMA se mettent d'accord pour combattre ensemble les impacts de la crise économique dans ces pays.

Cela ne sera possible qu'avec une transformation fondamentale de l'architecture financière mondiale. Si nous prétendons atteindre les objectifs auxquels nous proclamons aspirer, nous devons nous assurer que ce que nous faisons pour remédier aux conséquences dévastatrices de la crise économique mondiale actuelle serve également à obtenir une véritable transformation du système mondial, et que tous les habitants de la planète puissent mener une vie pleine de sens et en toute sécurité. ■

Les défis liés au développement sont de plus en plus nombreux en raison de la crise mondiale : choix de politiques dans la région arabe

Kinda Mohamadieh
Arab NGO Network for Development
Oliver Pearce
Christian Aid

La crise économique et financière mondiale arrive à un moment où les pays et citoyens de la région arabe tentent de s'adapter aux prix incontrôlés des aliments et des combustibles.

Les crises économiques du passé ont eu des impacts disproportionnés sur les pauvres et, dans ce sens, la crise actuelle n'est pas différente. Ceci se traduit par un stress plus important pour les communautés qui subissent déjà le changement climatique et les fluctuations des prix de l'énergie et de l'alimentation.

La région arabe a expérimenté une sensible diminution des niveaux de pauvreté depuis les années 1980 jusqu'au début des années 1990. Au milieu de cette décennie néanmoins, le pourcentage de personnes qui vivaient dans la pauvreté – en considérant les

seuils de pauvreté les plus basiques d'1 USD et 2 USD par jour – a augmenté et, de façon générale, il a stagné lors du passage au XXI^{ème} siècle, pour connaître un déclin très progressif.

De plus, si on élève légèrement le seuil de pauvreté – pour passer, par exemple, d'1 USD à 2 USD par jour ou de 2 USD à 3 ou 4 USD par jour – les chiffres augmentent considérablement.

Les mesures liées aux seuils de pauvreté très élevés sont particulièrement importantes maintenant que les familles de la région ont dû faire face aux coûts très élevés des biens élémentaires, comprenant l'alimentation et le carburant qui représente une part importante de leurs dépenses. A l'ONU on affirme qu'en raison de la crise, ce sont environ 31 millions de personnes dans les pays arabes qui souffrent de la faim (environ 10 % de la population totale).

Le niveau élevé d'inégalités entre les pays, ainsi que les inégalités persistantes dans nombre de ces pays est un autre caractère notable de la région à prendre en compte.

Une des raisons de la forte proportion de pauvreté dans la région est le chômage chronique. En effet, même lors des années de croissance économique et où les revenus personnels affichaient aussi une tendance à la hausse, le chômage était élevé et allait en augmentant.

La crise a exposé la nature fluctuante de l'aide et des envois de fonds mais aussi des avantages limités de la libéralisation commerciale. Ces choix politiques ne peuvent être considérés comme des facteurs stables sur lesquels on peut bâtir une politique de croissance durable à long terme.

En élargissant les traités commerciaux régionaux et bilatéraux, les tarifs commerciaux se sont considérablement réduits dans pratiquement tous les pays de la région : La majorité des barrières non-tarifaires ont été éliminées ou réduites significativement.

Il est évident que les gouvernements arabes doivent donner la priorité aux changements structurels à long terme et aborder les besoins à courts termes à la lumière de la crise. ■

Réponse européenne à la crise économique et financière mondiale

Mirjam van Reisen
Conseillers en politique extérieure européenne
(EEPA, Europe External Policy Advisors)
Simon Stocker, Louisa Vogiazides
Eurostep

Les dirigeants européens reconnaissent facilement les failles du système financier mondial. Il semble cependant que les mesures prévues pour combattre ces failles soient bien loin d'apporter une transformation radicale du système.

Il est à peu près certain que l'UE s'engagera à renforcer la supervision et la réglementation financière, avec divers niveaux de soutien envers l'amélioration du suivi des agences d'évaluation du crédit, la mise en place de standards réglementaires mettant un terme aux paradis fiscaux et au secret bancaire, le besoin de nouvelles normes de comptabilité plaçant les obligations sous la supervision de contrôleurs des finances.

Ces dernières années, la croissance de la dérégulation financière et les privatisations ont mis en danger le Modèle social européen. Dans ce nouveau paradigme, le bien-être des citoyens dépend de plus en plus du marché, d'où une rétrocession progressive de l'Etat dans diverses sphères sociales et économiques.

La récession économique due à la crise menace encore plus l'approche européenne de bien-être social.

De quelle façon l'Europe répond-elle à la crise ? Depuis le début, la Commission européenne et les Etats membres ont pris un train de mesures afin de contrecarrer les effets du déclin économique, principalement des plans de récupération et un ensemble de mesures de sauvetage, destinées pour la plupart au secteur financier.

La croissance de la crise de l'emploi suggère que les impacts sociaux de la crise exigent d'être abordés plus énergiquement. Il s'avère nécessaire de prendre des mesures qui intègrent les exclus du marché du travail, investir dans les services sociaux et de santé, et améliorer les systèmes de protection sociale.

L'UE réclame également un rôle protagoniste pour alléger les conséquences sociales de la crise dans les pays en développement. Selon le président de la CE M. Barroso, « l'Europe a assumé être le chef de file garantissant que le G-20 étaye les bases d'une récupération juste et durable pour tous, y compris pour les pays en développement ».

Un autre impact de la crise sur la relation entre l'Europe et les pays en développement semble être la mise en place de mesures controversées comme l'aide budgétaire et la signature des Accords de partenariat économique (APE).

Malgré ces préoccupations, la CE affirme qu'avec la crise actuelle, les APE contribueront à encourager la croissance économique et le développement dans les pays partenaires. João Aguiar Machado, l'un des principaux négociateurs de la CE pour les APE, explique que les accords viendront en aide au développement en créant un environnement commercial propice qui à son tour encouragera les investissements et permettra la création d'emplois. ■

Social Watch : Promouvoir la responsabilité

Social Watch, un réseau qui compte aujourd'hui des membres dans plus de 60 pays dans le monde entier, a été créé en 1995 comme « un point de rencontre d'organisations non-gouvernementales préoccupées par le développement social et la discrimination de genre », qui répond au besoin de promouvoir la volonté politique nécessaire pour concrétiser les promesses des Nations Unies. Depuis lors ce réseau qui s'accroît continuellement tant du point de vue qualitatif que quantitatif, a publié 14 rapports annuels sur les avancements et reculs de la lutte contre la pauvreté et pour l'égalité de genre, qui ont été utilisés comme des outils d'incidence aux niveaux local, régional et international.

Depuis le numéro 0 publié en 1996, jusqu'à la présente édition, numéro 14, le rapport du Social Watch a réuni plus de 600 rapports d'organisations de la société civile, qui partagent tous, le but de rappeler aux gouvernements les engagements pris et d'en suivre de façon indépendante la mise en œuvre dans chaque pays et sur le plan international.

Cette édition-ci, qui contient des travaux de 61 organisations nationales, garde la flamme allumée lors du baptême du réseau en 1995 : le besoin de concevoir des outils et des stratégies corrigeant l'absence de mécanismes de responsabilisation et assurant la réalisation des engagements internationaux au regard des politiques sociales et les objectifs de développement.

Une série de conférences de haut niveau aux Nations Unies – qui a commencé par le Sommet des Enfants en 1990 et a fini par le Sommet du Millénaire en 2000 – a recomposé l'agenda international au cours de la décennie au cours de laquelle Social Watch a été créée. En 1995 le Sommet Social (à Copenhague) et la Conférence sur les Femmes (à Beijing) ont défini pour la première fois l'élimination de la pauvreté et l'égalité des genres avec des objectifs universels communs et des calendriers concrets ont été créés afin d'atteindre le but formulé mollement par la Charte de l'ONU en 1964 comme « de la dignité pour tous ». Social Watch a été créé par un groupe d'organisations de la société civile, comme « un point de rencontre d'organisations non-gouvernementales préoccupées par le développement social et la discrimination de genre » (*Social Watch N° 0, 1996*), afin de susciter la volonté politique nécessaire pour arriver à ce que les promesses deviennent réalité.

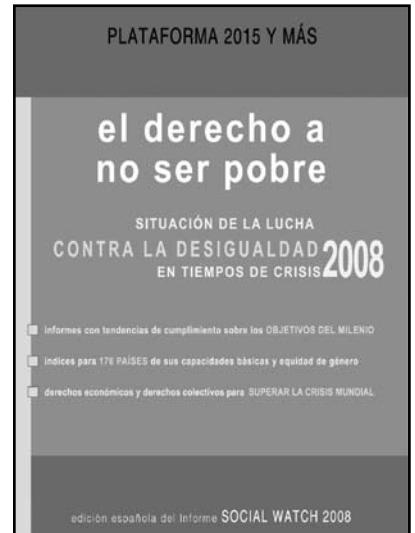
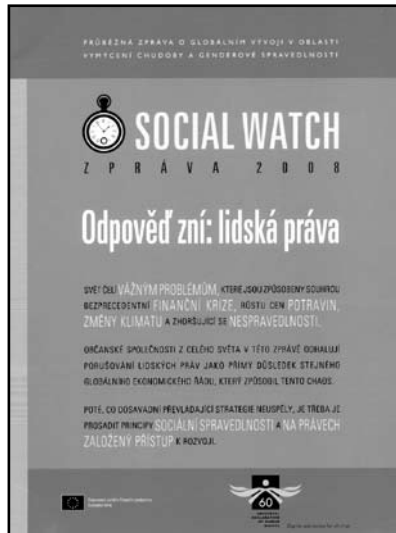
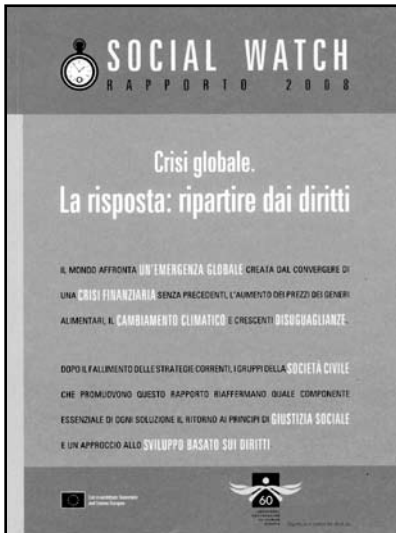
Le *Rapport du Social Watch* s'est donc ainsi formulé comme un outil puissant pour la présentation de l'information statistique disponible internationalement, qui rend compte en même temps du volet qualitatif des problèmes abordés par le biais de l'analyse réalisée par des organisations sociales travaillant directement sur plusieurs problèmes nationaux. Depuis lors, Social Watch a publié des rapports annuels sur les avancements et les reculs du combat contre la pauvreté et pour l'égalité de genre. Il s'agit en grande partie de deux objectifs superposés, puisque la majorité absolue des personnes vivant dans la pauvreté sont des femmes.

Les rapports annuels du Social Watch sont devenus la première initiative durable de suivi au niveau national, consacrée au développement et à l'égalité de genre, et la première à rassembler les deux points de vue dans une perspective nationale, et ajoutant en même temps une dimension internationale aux efforts et aux campagnes locales.

MÉMORANDUM D'ENTENTE ENTRE LES GROUPES NATIONAUX ET LE RÉSEAU SOCIAL WATCH

1. Les coalitions doivent être basées dans un pays et participer activement à la résolution des questions sociales de développement dans ce pays (non pas exclusivement en tant que universitaires ou consultants).
2. L'engagement fondamental de chaque coalition vis-à-vis du réseau international est de suivre de près et de préparer un rapport sur les engagements et obligations ayant trait à la justice sociale et à l'égalité entre les genres, reconnus au niveau international, selon les priorités de chacune et en tirant ses propres conclusions. A son tour, le réseau international s'engage à diffuser largement ces rapports, en les incorporant dans le Rapport annuel de *Social Watch*, sur son site web et par d'autres moyens dont il dispose.
3. Les coalitions nationales doivent utiliser leurs rapports nationaux et les rapports mondiaux aux fins des activités de plaidoyer et de lobby et d'autres formes d'action publique au niveau national. Elles doivent aussi informer les autres membres du réseau de leurs activités liées à celles de *Social Watch*, dans le but d'échanger des expériences et de tirer des leçons du succès, des défis et même des échecs et difficultés des autres membres.
4. Elles ne doivent exclure aucune organisation ; doivent travailler activement pour élargir la prise de conscience de *Social Watch* et encourager la participation d'autres organisations aux activités de *Social Watch* et leur intégration dans la coalition.
5. Elles sont chargées de réunir les fonds pour l'exécution de leurs activités. Les coalitions nationales ne comptent pas sur les fonds mis à disposition par le Secrétariat ; elles ne répondent non plus financièrement devant le Secrétariat ou toute autre entité internationale de *Social Watch*.
6. Chaque coalition détermine sa propre structure d'organisation. Elle désigne un membre/une organisation participante comme point focal en vue de faciliter la communication avec le Secrétariat International et les autres organes du réseau.
7. Participer à une coalition de *Social Watch* et exercer des fonctions gouvernementales sont absolument incompatibles. Seules les organisations à but non lucratif peuvent appartenir au réseau de *Social Watch*.
8. La coopération avec d'autres plateformes nationales sera encouragée aux niveaux sous-régional, régional et mondial.
9. En cas de conflit entre les membres/les organisations participantes d'une coalition sur des questions liées à *Social Watch* (par exemple, désignation d'un point focal, contribution au Rapport de *Social Watch*, désignation de délégués qui prendront part à l'Assemblée de *Social Watch*), toutes les parties concernées doivent faire preuve de bonne volonté pour résoudre les problèmes au niveau national. Si, dans des cas exceptionnels, les parties ne parviennent pas à une entente, le Comité de coordination peut prendre la décision qui s'impose.
10. Pour manifester leur affiliation au réseau, toutes les coalitions sont encouragées à utiliser le logo de *Social Watch* quand il s'agit des activités directement liées aux buts et objectifs de *Social Watch*. Elles sont invitées à informer le Secrétariat International de ces activités. Dans d'autres cas, elles doivent demander d'avance la permission auprès du Secrétariat International ou du Comité de Coordination pour l'utilisation du nom et du logo de *Social Watch*.

Le Mémorandum d'Entente a été adopté lors de la première Assemblée Générale de Rome, en 2000. Il a été ratifié et mis à jour pendant l'Assemblée de Accra en 2009. Disponible sur : <www.socialwatch.org/fr/node/11156>



Le numéro 0 du rapport, publié en 1996, comprenait les contributions de 13 organisations. Depuis lors le réseau s'est constamment accru. À l'heure actuelle Social Watch a des membres (« watchers ») dans plus de 60 pays dans le monde entier, et leur nombre s'accroît chaque année.

Un réseau flexible

Le « point de rencontre » s'est accru et a transformé plusieurs de ses volets, mais en gardant toujours les idées et les objectifs qui ont accompagné sa naissance. Les organisations de la société civile ont adopté des formes *ad hoc* flexibles pour s'organiser en réseau pendant le processus de préparation du Sommet Social à Copenhague. On n'a pas créé de structures formelles ni établi de comité de direction ni de groupe coordinateur permanent. Les organisations non gouvernementales (ONG) ont préféré coordonner leurs actions dans des espaces horizontaux et ouverts, ce qui d'après certains analystes a établi un précédent pour le format organisationnel que le Forum Social

Mondial adopterait plus tard. Plusieurs de ces organisations ont formé et forment encore la colonne vertébrale du Social Watch, ce qui fait que tant la structure que le fonctionnement du réseau gardent en grande mesure la flexibilité et l'ouverture d'origine.

La structure du réseau a trois composantes centrales : l'Assemblée Générale, le Comité Coordinateur et le Secrétariat International, en plus des coalitions nationales. Dernièrement on a établi également des structures de coordination régionale et sous-régionales en tant qu'espace de coordination, mais pas nécessairement en tant qu'instance intermédiaire pour rapprocher le local du mondial.

Le réseau Social Watch n'est pas une organisation jouissant de personnalité juridique et son point de départ n'a pas été la rédaction de statuts de fonctionnement. On a créé par contre un Mémorandum d'Entente essentiel entre les coalitions nationales et le réseau, qui fonctionne en tant que cadre dans lequel on établit les attentes pour le travail d'ensemble tout en respectant l'autonomie des membres et la prise de décisions démocratique et horizontale. L'un des principes fondamentaux qui différencie Social Watch d'autres réseaux internationaux de la société civile est constitué par le fait qu'il n'y ait pas de structure centrale pourvoyant de fonds à ses membres. Cette logique dans le fonctionnement évite non seulement les tensions associées au lien qui unit le donnant au récepteur à l'intérieur du réseau, mais aussi la perte d'énergie dans des discussions sur des fonds, budgets, rapports et procédés, renforçant le sentiment d'appartenance de ses membres.

Chaque Coalition Nationale décide de quelle manière elle s'organise selon les conditions de chaque pays. Les membres du Social Watch sont très diverses. Ce sont des instituts ou des centres de recherche, des organisations non gouvernementales, des organisations de base, des syndicats, des groupements de femmes, des organisations rurales, entre autres. Étant donné que le rapport international du Social Watch ne peut consacrer que quelques pages à chaque pays, et qu'il n'est disponible qu'en espagnol, en anglais et – depuis la présente édition

– en français, les coalitions nationales publient des rapports nationaux plus étendus et en langues nationales en Allemagne, au Bénin, au Brésil, aux Philippines, en Inde, en Italie, en Pologne, en République Tchèque, et dans la région arabe.

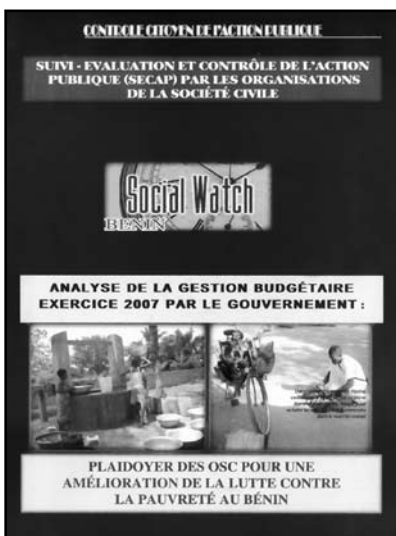
L'Assemblée Générale

L'Assemblée Générale est l'organe principal de direction du réseau. La discussion politique et la planification stratégique à long terme ou à moyen terme se réalise dans cet espace qui sert de forum pour la prise de décisions mais aussi comme un espace pour renforcer le sentiment d'appartenance et renforcer l'identité et l'unité du réseau. Cet évènement a lieu tous les trois ans et elle s'est réalisée trois fois jusqu'à présent : à Rome en 2000, à Beyrouth en 2003 et à Sofia en 2006¹. L'Assemblée choisit les membres du Comité Coordinateur après desquels on délègue la coordination et le leadership politique entre une assemblée et la suivante ; elle fixe également les priorités pour le long terme et le moyen terme et identifie les alliances potentielles pour la conception de la stratégie du plaidoyer.

Le Comité Coordinateur

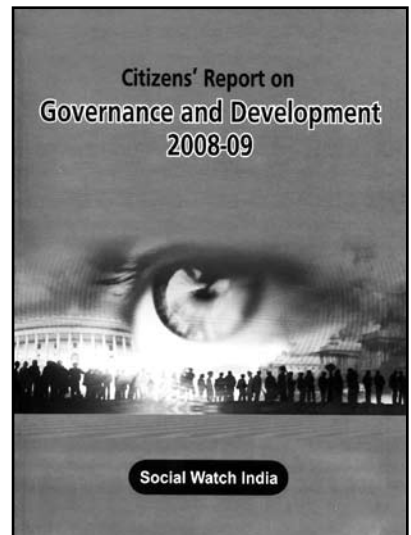
Le Comité Coordinateur (CC) est l'organisme politique central du travail « quotidien » du réseau. Il a une structure qui nécessite une communication aisée et qui travaille principalement avec une liste de courriels, en plus des réunions réelles réalisées deux fois par an et des conférences téléphoniques régulières pour aborder des sujets spécifiques.

Étant donné que le CC a pour tâche d'« assurer la visibilité politique et la participation du réseau dans des espaces et dans des processus remarquables »², son intégration vise la représentation géographique et l'équilibre de genre mais elle considère égale-



1 Les rapports finaux, les documents de base et autres documents de ces trois Assemblées sont disponibles sur www.socialwatch.org.

2 Le document décrivant la nature et le mandat du Comité Coordinateur a été agréé dans la II Assemblée Générale de Beyrouth en 2003. Voir : <www.socwatch.org/es/acercaDe/beirut/documentos/SW_PrincipiosCC.doc>.



ment l'apport d'expérience et de capacités que leurs membres peuvent apporter à l'ensemble du réseau. En général les décisions du CC ont été prises par consensus, et elles sont opportunément transmises aux watchers. La participation permanente de deux membres du Secrétariat en tant que membres *ad hoc* du CC assure la coordination entre les deux organismes. C'est au Secrétariat de soutenir et de mener à bien les décisions prises dans cet espace.

Le Secrétariat International

Le Secrétariat est l'organisme exécutif principal du Social Watch. La première évaluation externe du réseau (1995 – 2000) remarquait déjà que « Parmi les plusieurs rôles existant à l'intérieur du réseau, c'est celui du Secrétariat qui a le plus changé » (Hessini et Nayar, 2000). Tout au début le Secrétariat se limitait à garantir la production du Rapport, mais bien évidemment il a ajouté une série de nouvelles fonctions dérivées de la croissance du réseau, y compris des activités de recherche, de formation, de promotion de campagnes et de représentation du réseau lors de divers forums internationaux.

Le local, le mondial et le rapport

Chaque année Social Watch analyse en profondeur un sujet différent à travers le rapport. En général il s'agit d'un sujet concernant les sujets en discussion dans l'agenda international et qui peut s'aborder d'un point de vue local. Des experts d'origines et de matières différentes apportent des visions alternatives aux problèmes à travers les articles thématiques. Cette perspective internationale est complétée par l'élaboration des rapports nationaux et régionaux dans lesquels les organisations faisant partie du réseau apportent leur vision locale, en informant sur l'état des choses dans leurs pays à propos du sujet spécifique traité chaque année.

D'autre part, Social Watch produit des tables des matières et des statistiques contenant des informations comparables sur le plan international, qui présentent une macro perspective de l'état des choses de certaines dimensions du développement,

mais qui rendent possible en même temps la lecture au niveau national. Social Watch a développé des indicateurs alternatifs pour mesurer les avancements et les reculs concernant l'égalité de genre et la satisfaction des capacités humaines essentielles, utilisés actuellement comme référence aussi bien par la société civile que par des institutions internationales.

Bien que les membres se servent du rapport afin de plaider dans de différents milieux, l'un des moments clés pour la diffusion est le lancement, qui a lieu non seulement dans des espaces significatifs du débat national, mais aussi dans chaque pays, dont une grande partie de l'attention se centre sur les résultats du chapitre national. Cette année quelques découvertes préliminaires du rapport 2009 ont été soulignées dans la publication *Who Pays? The Global Crisis and What Needs to Be Done*³, qui a été présentée en juin à New York à la Conférence de l'ONU sur la Crise Financière et Économique et ses Impacts sur le Développement, ainsi que lors de l'Assemblée populaire sur la crise, un événement qui a réuni plus de 100 militants de la société civile mondiale.

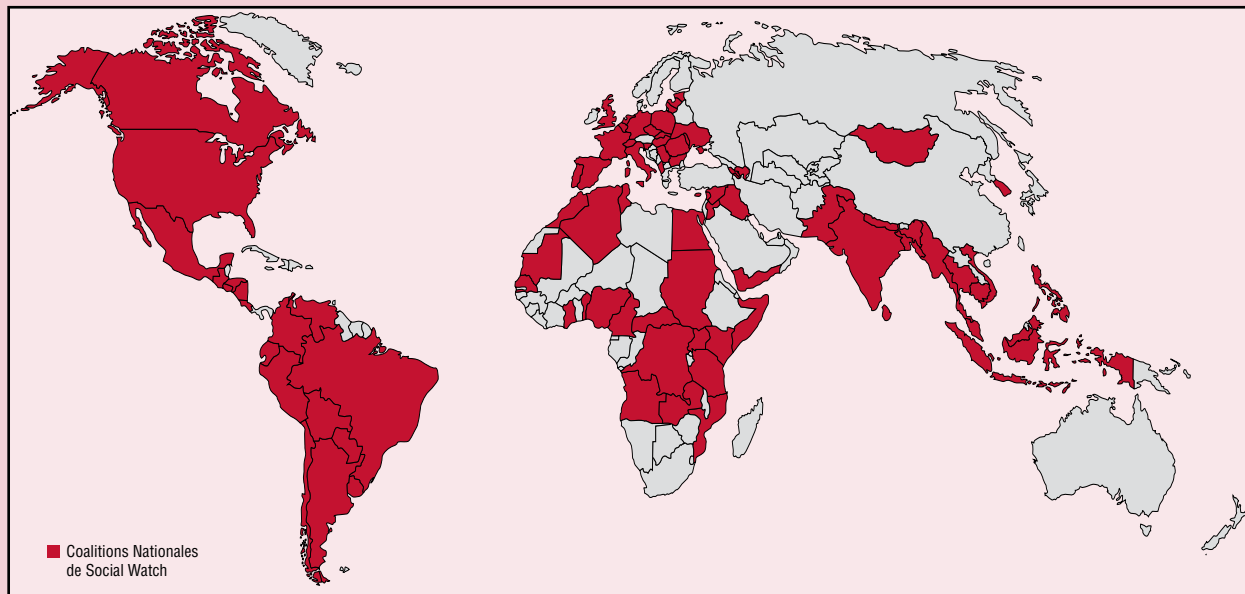
On a publié les Cahiers Occasionnels, notamment en vue de la formation des coalitions membres⁴. On a réalisé plusieurs ateliers de formation pour les ré-

gions et produit plusieurs documents de référence. Par exemple cette année Social Watch a formulé des recommandations sur des sujets concernant l'architecture financière et son impact sur le développement, qui ont été présentées devant la Commission d'Experts du président de l'Assemblée Générale de l'ONU sur les Réformes du Système Monétaire et Financier International. On a également rédigé et distribué la publication *Étude des expériences réussies. Résumé de l'analyse de quatre études de cas des coalitions nationales de Social Watch*⁵. Social Watch se sert aussi d'outils multimédia sur son site web, son blog et de par sa présence sur des réseaux virtuels, afin de publier des informations sur des sujets liés au genre, au droit et aux Droits de l'homme, d'encourager des échanges d'idées entre des membres de la société civile et de transmettre des idées à des politiciens et des journalistes. Des porte-paroles du Social Watch ont parlé à plusieurs reprises devant l'Assemblée Générale de l'ONU et d'autres organismes intergouvernementaux au nom du réseau ou de secteurs plus étendus de la société civile. ■

Références

- Friedlander, E. y Adams, B. (2006). *Informe de evaluación externa 2001-2005*. Voir : <www.socialwatch.org/es/noticias/documentos/Evaluacion_Externa_SW.doc>.
- Hessini, L. y Nayar, A. (2000). *Un Movimiento hacia la Justicia Social. Informe de Evaluación*. Análisis Estratégicos para la Equidad de Género (SAGE). Nueva York. Voir : <www.socialwatch.org/es/acercaDe/evaluacion.htm>.
- Social Watch No. 0 (1996). *Punto de partida*. Instituto del Tercer Mundo. Montevideo. Voir : <www.socialwatch.org/es/informelmpreso/informe1996.htm>.
- Social Watch (2006). *Estrategia y Marco de Actividades 2007-2009*. Voir : <www.socialwatch.org/es/noticias/documentos/Estrategia2007_2009_AGSofia2006.doc>.
- Van Reisen, M (2001). *Los dientes del león. La prehistoria del Social Watch*. Instituto del Tercer Mundo. Montevideo. Voir : <www.socialwatch.org/es/informelmpreso/imagenes/otrasPublicaciones/ZOOM_01_esp.pdf>.
- 5 Social Watch (2009) *Learning from Successful Experiences: Summary of the Analysis of Four Case Studies from the Social Watch National Coalitions*. Pour la version française voir : <www.socialwatch.org/fr/node/994>.

Social Watch dans le monde



SOCIAL WATCH

COMITÉ DE COORDINATION

Emily Joy Sikazwe (Zambie), co-président. Nancy Baroni (Canada), Tanya Dawkins (États-Unis d'Amérique), Yao Graham (Ghana), Yasmin Ismail (Égypte), Allam Jarrar (Palestine), Himanshu Jha (Inde), Gustavo Luna (Bolivie), Edward Oyugi (Kenya), Norayda Arabella Ponce Sosa (Guatemala), Maria Victoria Raquiza (Philippines), Genevova Tisheva (Bulgarie), Mirjam van Reinsen (Union européenne) and Roberto Bissio (Uruguay, *ex officio*).

Le secrétariat international de Social Watch est basé à Montevideo-Uruguay, dans les locaux de Third World Institute (ITeM).

Directeur de la rédaction
Roberto Bissio

Rédacteur en chef
Amir Hamed

Production
Ana Zeballos

Correction de style en français
Chantal Pittard

Assistants d'édition
Gustavo Alzugaray et Enrique Buchichio

Correction
Alejandra Trelles et Denise Pomiès

Equipe de recherche en Sciences Sociales du Département de Sociologie de la Facultad de Ciencias Sociales de la Universidad de la República, Uruguay
Gabriel Errandonea (Coordinateur)
Gabriel Gómez, Daniel Umpiérrez, Ruy Blanco

Coordinateur de plaidoyer
Natalia Cardona

Campagnes et communications
Jana Silverman (Coordinateur)
Agustín Fernández

Traduction
Olga Acosta, Claire Avellan, Gévy Baudry, Alicia Bermolen, Julia Bucci, Laura García Bouvier, Veronique Le Ny, María Noel Lluch, Roberto Olalde, Margarita

Polo, Álvaro Sahonero, Silvina Taranco, Alejandra Trelles, Victoria Whitelaw.

Appui technique
Arturo González

Design et développement de sites web
Andrea Antelo, Ximena Pucciarelli, Ernesto Rapetti

© Copyright 2009
INSTITUTO DEL TERCER MUNDO
18 de Julio 1077/903, Montevideo 11100, Uruguay
item@item.org.uy
Fax: +598 (2) 902 0490 int. 113

Cette publication est financée par l'Union européenne et Oxfam Novib.



Oxfam Novib

Le Secrétariat international de Social Watch reçoit également un financement et le soutien de la Ford Foundation et de la Coalition des Flamands Nord Sud Mouvement 11.11.11.

Le contenu de la présente publication relève de la seule responsabilité des ses auteurs et du réseau Social Watch et ne peut en aucun cas être considéré comme le reflet de l'avis de l'Union européenne, Oxfam Novib, la Ford Foundation et 11.11.11.

Conception maquette originale : MONOCROMO

Présentation graphique : FORMA ESTUDIO
Téléphone : +598 (2) 916 3273
www.formaestudio.com

Redesign de l'infographie :
www.icodemon.com

Imprimé par : Gráfica Mosca

Imprimé en Uruguay
Edition réalisée en vertu de l'Art. 70 de la Loi 13.349 (Commission du Papier)

DL :

Pour faire des commandes et des demandes de renseignements, veuillez contacter :

Social Watch
Casilla de Correo 1539
Montevideo 11000, Uruguay
socwatch@socialwatch.org
www.socialwatch.org
Téléphone : +598 (2) 902 0490
Fax : +598 (2) 902 0490 int.113

Le contenu de cette publication peut être reproduit par des organisations non gouvernementales, à des fins non lucratives, (prière d'envoyer une copie des textes en question).

Toute autre forme de reproduction, de mise en mémoire ou de transmission électronique ou mécanique des données à des fins commerciales exige une autorisation préalable d'ITeM.

SÉNÉGAL : La crise environnementale issue du réchauffement de la planète entraîne une diminution de la pêche (...). La pêche constitue une importante source de revenus pour le secteur primaire et un des principaux apports en protéines pour la population.

PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT : Les pauvres dépensent plus de 50 % de leurs revenus en alimentation ; les plus pauvres dépensent 80 % ou plus. La hausse des prix des aliments a provoqué l'augmentation, non seulement de la pauvreté, mais aussi de la faim.

AFRIQUE SUBSAHARIENNE : ... les femmes continuent à être les premières au chômage et sont chaque fois plus restreintes aux activités informelles de vente de légumes à petite échelle comme moyen de subsistance.

CHANGEMENT CLIMATIQUE : Les pays moins développés (PMD), qui ont moins contribué à la pollution, seront ceux qui en souffriront davantage. De nombreux petits pays insulaires en voie de développement pourraient tout simplement disparaître de la planète.

PAYS LES MOINS AVANCÉS : La crise alimentaire sans précédent provoquée par l'impressionnante hausse des prix a engendré des « émeutes de la faim » qui ont ébranlé plus de 30 PMA dans lesquels les travailleurs et les habitants des campagnes ne peuvent plus acheter les aliments de base pour survivre.

RÉGION ARABE : ... qu'en raison de la crise, ce sont environ 31 millions de personnes dans les pays arabes qui souffrent de la faim (environ 10 % de la population totale).

BÉNIN : ... hausse généralisée du prix (...) du maïs, le produit le plus consommé, est grimpé à 220 %.

CAMBODGE : Plus de 90 % des travailleurs licenciés sont des femmes provenant des communautés rurales ...

CANADA : ... que les femmes se contentent des emplois précaires ou à temps partiel et sont fréquemment les premières à être licenciées.

GHANA : Parmi les premiers affectés, la réduction des exportations et des transferts de fonds de l'étranger ainsi qu'une dévaluation soutenue.

INDE : ... la croissance en prêts personnels, en prêts à la consommation et à la production a été freinée.

MALAISIE : ... que la récession pourrait être pire que celle de 1997.

NICARAGUA : ... plus de 400.000 enfants pourraient mourir pour des causes qui sont évitables.

PÉROU : ... perte de 200.000 postes de travail et un effondrement du pouvoir d'achat du salaire et de l'épargne des péruviens.

ÉTATS-UNIS : ... beaucoup de chanceux, propriétaires d'un logement, ont tout perdu ou grande partie de leur capital, ou sont pris au piège dans des hypothèques qui dépassent actuellement de loin la valeur de leur maison.

POLOGNE : ... que le développement de l'économie au noir affecte davantage les femmes que les hommes, ce sont elles qui sont embauchées sur les emplois faiblement rémunérateurs, en particulier dans le secteur des services privés.

Social Watch est un réseau international d'organisations de citoyens qui luttent pour éliminer la pauvreté et les causes de la pauvreté ainsi que pour assurer une répartition équitable des richesses et le respect des droits de l'homme. Social Watch s'engage à assurer la justice sociale, économique et en matière de genre, et souligne le droit de toutes les populations à la richesse.

Social Watch exige des gouvernements, du système des Nations Unies et des organisations internationales qu'ils soient responsables de la réalisation des engagements nationaux, régionaux et internationaux en vue de l'élimination de la pauvreté.

Télécharger la version complète de ce rapport ou acheter des exemplaires à l'adresse suivante : www.socialwatch.org